

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE MOHAMED BOUDIAF - M'SILA
FACULTE DES LETTRES ET DES LANGUES
DEPARTEMENT DES LETTRES ET LANGUE FRANÇAISE



Ouvrage pédagogique

Matière :

LANGUES ET SOCIÉTÉ

Niveau : Master1

Spécialité : Sciences du langage.

Enseignante :

Dre. HADJAB Lamia

Année universitaire : 2025 / 2026

Avant-propos

La sociolinguistique occupe aujourd'hui une place centrale dans les sciences du langage, en ce qu'elle permet d'appréhender la langue non plus comme un système abstrait et autonome, mais comme une pratique sociale, historiquement et culturellement située. Loin de se limiter à l'étude des structures linguistiques, elle interroge les usages, les représentations, les rapports de pouvoir et les dynamiques identitaires qui traversent les communautés. Dans des sociétés caractérisées par le plurilinguisme, le contact de langues et la variation, la sociolinguistique apparaît comme un outil théorique et méthodologique indispensable pour comprendre les réalités linguistiques contemporaines.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent ouvrage, né d'une réflexion nourrie par une expérience d'enseignement universitaire et par un constat récurrent : la difficulté rencontrée par de nombreux étudiants à saisir les fondements de la sociolinguistique, tant sur le plan conceptuel que méthodologique. Cette difficulté tient, en partie, à la complexité intrinsèque de la discipline, mais également à l'insuffisance de supports pédagogiques adaptés aux contextes sociolinguistiques locaux et aux besoins réels des apprenants. Bien souvent, les manuels existants, bien que scientifiquement solides, demeurent éloignés des réalités linguistiques vécues par les étudiants et peinent à établir des passerelles entre les notions théoriques et les pratiques langagières observables.

L'objectif primordial de cet ouvrage est donc de proposer un outil pédagogique clair, structuré et accessible, sans pour autant simplifier à l'excès les concepts fondamentaux de la sociolinguistique. Il s'agit de rendre la discipline intelligible et opératoire, en mettant l'accent sur ses apports explicatifs et analytiques. L'ouvrage vise à accompagner l'étudiant dans la construction progressive de ses savoirs, tout en l'amenant à développer une posture réflexive et critique face aux phénomènes linguistiques et sociaux.

Dans cette perspective, une attention particulière est accordée à l'ancrage contextuel des notions abordées. Les phénomènes de variation linguistique, de plurilinguisme, de diglossie, de contact de langues, de politiques linguistiques et de représentations sociales de la langue sont analysés à partir d'exemples concrets et des situations authentiques. Ce choix méthodologique repose sur la conviction que l'apprentissage de la sociolinguistique gagne en efficacité lorsqu'il s'appuie sur des réalités familières aux apprenants, leur permettant ainsi de mieux comprendre les enjeux sociaux et identitaires liés aux usages linguistiques.

L'ouvrage adopte une démarche pédagogique progressive, allant des notions introductives vers des problématiques plus complexes. Chaque chapitre est conçu de manière à articuler apports théoriques, illustrations empiriques et pistes d'analyse. Des activités, des questions de réflexion et des études de cas viennent compléter les développements théoriques, dans le but de favoriser l'appropriation des concepts et de stimuler l'esprit critique des étudiants. Cette approche vise également à initier les lecteurs aux méthodes de l'enquête sociolinguistique et à les sensibiliser aux exigences scientifiques de l'analyse des pratiques langagières.

Destiné principalement aux étudiants en sciences du langage, cet ouvrage s'adresse également aux enseignants, aux chercheurs débutants et à toute personne intéressée par les rapports entre *langue* et *société*. Il se veut un support de formation, mais aussi un outil de réflexion susceptible d'accompagner les lecteurs dans leur compréhension des enjeux linguistiques contemporains.

Enfin, cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans les échanges constants avec les étudiants, dont les interrogations, les observations et les analyses ont largement contribué à nourrir la réflexion présentée ici. Nous espérons que ce manuel apportera une contribution utile à l'enseignement de la sociolinguistique et qu'il participera à susciter un intérêt durable pour l'étude des pratiques langagières dans leur diversité et leur complexité.



SOMMAIRE

CHAPITRE I : LANGUES ET SOCIETE

I.1. Définition de la sociolinguistique

I.2. Sociolinguistique et sociologie du langage

I.3. Méthodologie de la sociolinguistique

- Analyse d'un acte d'énonciation
- Les principes généraux de la démarche du sociolinguiste
- Le but d'un chercheur en sociolinguistique

I.4. Domaines de la sociolinguistique

I.4.1. Étude de cas : l'occitan en France

I.4.2. Registres et niveaux de langue

Essais et recherches

CHAPITRE II: Attitudes et comportements sociolinguistiques

II.1. Préjugés et stéréotypes

II.2. Les représentations sociolinguistiques

II.3. Sécurité /insécurité linguistiques

II.4. Attitudes positives et attitudes négatives

II.5. L'hypercorrection/ l'hypocorrection

II.6. Attitude et variation linguistique

Essais et recherches

CHAPITRE III : Dynamiques sociolinguistiques et gestion des langues

III.1 Le marché linguistique

- Aperçu historique
- Définition du concept
- Exemple sur le français et l'anglais

III.2. Les politiques linguistiques

- Introduction
- Définition
- Gestion des langues (la planification)
 - a. L'intervention sur l'identité structurale de la langue
 - La réforme de l'écriture chinoise
 - b. L'intervention sur le lexique d'une langue
 - b. L'intervention sur les fonctionnements socioculturels de la langue

- c. L'intervention à visée linguistique et sociolinguistique
- d. L'intervention glottopolitique : aspects techniques et juridiques

III.3. Monolinguisme et plurilinguisme des États

III.3.1. Le cas de l'Europe

- a. Le Portugal
- b. La France
- c. La Grande-Bretagne
- d. L'Italie
- e. L'Espagne
- f. La Finlande
- g. Luxembourg

III.3.2. La « néologie défensive » de la France face à l'anglo-américain (1972-1994)

CHAPITRE IV : LA SOCIOLINGUISTIQUE URBAINE.

IV.1. « Sociolinguistique urbaine » et « sociolinguistique générale »

IV.2. La ville comme centre normatif

IV.3. La ville comme un lieu plurilingue

IV.4. L'urbanisation comme ségrégation sociolinguistique

IV.5. Les principaux apports spécifiques de la sociolinguistique urbaine à la sociolinguistique générale

- Corrigés de quelques exercices
- Bibliographie générale

CHAPITRE I

CHAPITRE I : LANGUES ET SOCIÉTÉ

Il est bien évident qu'il n'existe pas une société sans langue ni de langue sans société qui parle. Cela implique qu'il y a une parenté profonde, une implication réciproque entre le linguistique et le social.

Une société ne peut subsister sans moyen de communication entre ses membres ; de même, la langue ne peut pas se constituer en dehors du processus de communication qu'il est possible d'identifier à la vie sociale elle-même.

I. 1. Définition de la sociolinguistique

La sociolinguistique est née de la prise en compte conjointe du linguistique et du social. Elle est définie par le *Dictionnaire de linguistique* comme l'« étude de la co-variance des phénomènes linguistiques et sociaux » (Larousse, p. 444), ce qui signifie que les faits de langue et les faits sociaux sont étroitement liés et évoluent ensemble.

Cette définition est largement partagée par de nombreux sociolinguistes tels que Calvet (1993), Marcellesi (2003), Blanchet, Calvet et Robillard (2007), ainsi que Blanchet (2012, 2013). Malgré la diversité des approches, ces auteurs s'accordent à considérer la sociolinguistique comme une discipline centrale au sein des sciences du langage. Elle s'intéresse aux langues non pas comme des systèmes abstraits, mais comme des pratiques sociales, marquées par la variation et par les usages réels des locuteurs.

Dans cette perspective, les langues sont produites et utilisées par des acteurs sociaux dans des contextes précis : culturels, éducatifs, économiques, politiques ou institutionnels. Il n'existe donc pas de langue indépendante de ceux qui la parlent. Les pratiques linguistiques reflètent les réalités sociales, mais elles contribuent également à les construire. Autrement dit, ce qui est linguistique est aussi social, et ce qui est social possède toujours une dimension linguistique.

Les recherches en sociolinguistique cherchent ainsi à comprendre comment les contextes sociaux influencent les usages de la langue et comment, en retour, les pratiques langagières participent à l'organisation et à l'évolution de la société. La sociolinguistique regroupe des travaux variés, allant des études théoriques aux enquêtes de terrain, mais tous s'inscrivent dans une même approche qui met en relation la langue et la société.

I.2. Sociolinguistique ou sociologie du langage ?

La réflexion sur les rapports entre la langue et la société précède la constitution de la sociolinguistique comme discipline autonome. Elle a été menée aussi bien par des linguistes, tels qu'Antoine Meillet (début du XX^e siècle, notamment 1906, 1921), que par des sociologues, comme Pierre Bourdieu (1970-1980). Une question centrale structure ces travaux : s'agit-il d'étudier la société à travers la langue ou d'analyser la langue à partir des faits sociaux ?

Cette interrogation a conduit à l'émergence de deux grandes orientations dans les études sociolinguistiques, qui se distinguent principalement par leur point de départ. Le linguiste américain Ralph Fasold a clairement formulé cette distinction en proposant deux approches complémentaires. Dans *The Sociolinguistics of Society* (1984), il prend la société comme cadre d'analyse et considère la langue comme un fait social inscrit dans des pratiques collectives. À l'inverse, dans *The Sociolinguistics of Language* (1990), il part de la langue et examine la manière dont les facteurs sociaux influencent ses usages, ses formes et ses variations. Ces deux perspectives ne s'opposent pas, mais correspondent à des choix méthodologiques différents.

Dans une approche comparable, José Pedro Rona (1970) distingue une sociolinguistique à orientation linguistique, centrée sur l'étude des langues et de leurs variétés, et une sociolinguistique davantage tournée vers l'analyse des effets de la société sur les langues. D'autres chercheurs ont préféré employer le terme de « sociologie du langage ». Ainsi, Boutet, Fiala et Simonin-Grumbach (1976) définissent cette dernière comme une approche visant à décrire les pratiques langagières à l'intérieur d'une formation sociale donnée. Pierre Achard (1993) quant à lui, propose une répartition des domaines d'étude entre linguistique et sociologie, tout en soulignant la complémentarité de leurs démarches dans l'analyse du langage.

Ces différentes positions mettent en évidence une distinction récurrente entre deux objets d'analyse : la langue et la société. Toutefois, cette distinction ne renvoie pas à une opposition théorique stricte, mais plutôt à des orientations de recherche et à des choix méthodologiques. Selon les objectifs poursuivis, le chercheur peut privilégier l'analyse des formes linguistiques ou celle des contextes sociaux dans lesquels elles sont produites.

Joshua Fishman (1971) rappelle que l'étude des relations entre langue et société peut porter aussi bien sur de petites communautés que sur des ensembles sociaux plus vastes. Elle peut concerner la variation entre des variétés proches ou le contact entre langues différentes. Dans tous les cas, la langue peut être considérée comme un fait social, sans pour autant perdre son autonomie en tant qu'objet d'analyse linguistique.

Dans cette même perspective, Humberto Morales López (1989) distingue deux types de recherches : celles qui décrivent les aspects linguistiques d'une société et celles qui analysent

les phénomènes linguistiques en relation avec des variables sociales. Ces différences tiennent avant tout à l'objet d'étude choisi, et non à une séparation disciplinaire fondamentale.

Enfin, comme le souligne Louis-Jean Calvet (notamment 1993 – 1999), les distinctions entre sociolinguistique et sociologie du langage n'ont qu'une valeur méthodologique. Elles ne peuvent fonder des disciplines autonomes, car leur objet est commun : la communauté sociale envisagée à travers ses pratiques linguistiques. Dès lors, dans une perspective sociolinguistique, il n'est plus nécessaire d'opposer linguistique, sociolinguistique et sociologie du langage, toutes contribuant à l'analyse du langage dans sa dimension sociale.

I.3. Méthodologie de la sociolinguistique

Afin de préciser la méthodologie d'un chercheur en sociolinguistique, nous nous intéressons à proposer l'analyse d'un acte d'énonciation selon le point de vue du linguiste, du sociologue et du sociolinguiste.

a. Analyse d'un acte d'énonciation

Tout acte d'énonciation intéresse à la fois le linguiste, le sociologue et le sociolinguiste mais dans des mesures différentes.

Soit le message linguistique : [vzaveloer ?] (Vous avez l'heure ?).

Cet acte d'énonciation intéresse le sociologue parce qu'il s'intègre à l'essentiel des relations que le locuteur entretient avec les autres membres de la communauté.

Par ailleurs, il intéresse le linguiste parce qu'il est spécifique du langage humain (puisque'il appartient à telle langue), et parce qu'il possède une syntaxe, une intonation, des éléments de première et deuxième articulation (phonèmes et monèmes).

Le sociologue prend le message en bloc et retient son contenu (but du message, intention du locuteur, son rapport avec l'auditeur). Quant au linguiste, il brise l'unité du message afin de l'analyser en éléments pour établir le code dont ils relèvent.

Comment le **sociolinguiste** analyse-t-il ce même acte d'énonciation ?

Le sociolinguiste s'intéresse au rapport qui existe entre l'organisation du message que détermine l'analyse linguistique, et l'implication sociale de ce même message.

Le message linguistique [vzaveloer ?] s'exprime en fonction des conventions sociales :

1. « T'as l'heure, fils ? » (s'il s'agit d'un élève à son camarade de classe, par exemple).
2. « Avez-vous l'heure, s'il vous plaît ? » (s'il s'agit du même élève à son enseignant, par exemple).

Ainsi, le sociolinguiste porte son attention sur le locuteur en tant que membre de la communauté, en tant que sujet dont le langage peut caractériser l'origine ethnique, la profession, le niveau de vie, l'appartenance à une classe sociale, etc. Il focalise son attention également sur le destinataire, sur les conditions de la communication, sur le niveau socioculturel du message, sur le contenu sémantico-social du discours (comme le cas du langage politique, par exemple), etc.

Les champs d'étude du sociolinguiste sont, comme le souligne F. Gadet, vastes et la difficulté de leur appréhension est faite des mêmes éléments que celle de l'appréhension de toute science humaine : choix des sujets, choix du nombre des sujets, choix des situations contextuelles, choix du corpus, etc. (cf. F. Gadet, « Recherches récentes sur les variations sociales de la langue », *Langue française*, pp. 77-81 : « Méthodologie »).

b. Les principes généraux de la démarche du sociolinguiste

Les principes généraux de la démarche du sociolinguiste se répartissent en deux démarches successives :

- Une description de la structure linguistique, et indépendamment, une description de la structure sociologique.
- Une confrontation des deux structures établies préalablement.

c. Le but d'un chercheur en sociolinguistique

Le but d'un chercheur en sociolinguistique se présente généralement dans la connaissance de la société, par le biais du langage. Quant à sa démarche, elle varie selon le sujet étudié mais aussi selon sa position idéologique.

I. 4. Domaines de la sociolinguistique

La sociolinguistique est une discipline qui étudie la langue dans sa relation étroite avec la société. Selon Marcellesi, elle prend en compte « *l'état social de l'émetteur, l'état social du destinataire, les conditions sociales de la situation de communication, le genre du discours, le point de vue du chercheur, les représentations linguistiques des locuteurs, la variation géographique, ainsi que, dans le cadre de la sociolinguistique appliquée, les problèmes liés à*

la planification linguistique » (Marcellesi, *Langue française*, n° 3, 1971, p. 3-4). Cette définition met en évidence la diversité des facteurs sociaux susceptibles d'influencer les usages linguistiques.

À partir de cette définition, Marcellesi souligne que les domaines de la sociolinguistique sont vastes et ne peuvent être limités à un seul type d'analyse. Il est toutefois possible de dégager quelques grandes orientations qui structurent la discipline.

La première orientation concerne l'étude des rapports entre une langue donnée et la vision du monde de ses locuteurs. La langue n'est pas un simple outil de communication : elle reflète et organise les manières de percevoir et de catégoriser la réalité. Cette dimension peut être analysée à travers les champs sémantiques, les concepts spécifiques à une communauté linguistique, ou encore certaines structures grammaticales qui traduisent des représentations particulières du monde social et culturel.

La deuxième orientation porte sur l'étude des représentations linguistiques, c'est-à-dire la manière dont les locuteurs perçoivent, évaluent et commentent leur propre langue ou les langues qu'ils côtoient. Ces représentations peuvent concerner la valeur sociale d'une langue, son prestige ou, au contraire, sa stigmatisation. Elles influencent fortement les comportements linguistiques, les choix de codes et les attitudes face aux situations de communication.

La troisième orientation concerne l'étude de la communication et des pratiques langagières en contexte. Elle s'intéresse notamment aux types de langues et de discours, aux situations de plurilinguisme, aux phénomènes de diglossie, à l'alternance codique, ainsi qu'aux sentiments d'insécurité ou de culpabilité linguistique. Ces phénomènes apparaissent fréquemment dans les sociétés où plusieurs langues ou variétés linguistiques coexistent et occupent des fonctions sociales différentes.

Afin d'illustrer les rapports entre la langue et un groupe social, qui constituent l'une des préoccupations majeures de la sociolinguistique, on peut se référer à un exemple classique de diglossie observé sur le territoire français : l'usage du français et de la langue occitane dans plusieurs régions du sud de la France. Dans cette situation, le français occupe traditionnellement la position de langue dominante, utilisée dans les domaines officiels tels que l'administration, l'école et les médias, tandis que l'occitan est longtemps resté cantonné à des usages familiaux et locaux. Cette répartition fonctionnelle des langues s'accompagne souvent de représentations hiérarchisées, le français étant perçu comme une langue de prestige et de mobilité sociale, et l'occitan comme une langue minorée, associée à la sphère privée ou au passé.

L'étude de cette situation de diglossie permet de montrer comment les facteurs sociaux, historiques et institutionnels influencent la distribution des langues et les pratiques des

locuteurs. Elle illustre également le rôle de la sociolinguistique dans l'analyse des rapports de domination linguistique et dans la compréhension des processus de maintien, de recul ou de revitalisation des langues dites régionales ou minoritaires.

I.4.1. Étude de cas : la langue occitane en France

Dans le tiers sud de la France, on observe un exemple classique de diglossie à travers la coexistence du français et de l'occitan. Cette situation se caractérise par une répartition inégale des fonctions entre les deux langues : le français occupe la position de langue dominante, tandis que l'occitan se trouve dans une position subordonnée. Cette hiérarchisation linguistique est le résultat d'un long processus historique et politique, notamment lié à la centralisation de l'État et au rôle de l'école dans la diffusion du français comme langue nationale.

L'usage généralisé du français a engendré chez les locuteurs occitans un ensemble de comportements et d'attitudes linguistiques spécifiques. Le français est largement perçu comme une langue supérieure, car il est associé à l'institution scolaire, à la norme et à la correction linguistique, ainsi qu'aux milieux sociaux favorisés. Il s'impose comme la langue de la réussite sociale, de la promotion professionnelle et de la respectabilité. À l'inverse, l'occitan est souvent relégué aux usages familiaux ou informels et considéré comme une langue « incorrecte » ou inadaptée aux contextes officiels.

Cette hiérarchisation a conduit à l'émergence d'un sentiment de culpabilité linguistique chez de nombreux locuteurs occitans. Ce sentiment se manifeste par la tendance à abandonner progressivement l'usage de l'occitan au profit du français, parfois avec la conviction que la langue régionale constitue un obstacle à l'intégration sociale ou à la réussite scolaire. Ce phénomène touche particulièrement les classes sociales soucieuses de mobilité sociale, qui cherchent à se conformer à la norme linguistique dominante.

L'étude sociolinguistique du cas occitan met en évidence plusieurs régularités sociales dans ce processus d'abandon linguistique. La bourgeoisie est généralement la première à délaisser la langue régionale, puis l'accent, afin de se rapprocher de la norme prestigieuse du français standard. Les classes laborieuses, quant à elles, conservent plus longtemps l'usage de l'occitan, notamment dans les milieux professionnels et les réseaux de sociabilité locale. Par ailleurs, les femmes tendent à abandonner la langue régionale avant les hommes, en raison de leur rôle

social souvent associé à la transmission des normes linguistiques et à un souci plus marqué de conformité, de distinction sociale et d'élégance.

Ainsi, la diglossie entre le français et l'occitan ne se limite pas à une simple coexistence de deux langues, mais produit des effets sociaux profonds. Elle contribue à la dévalorisation progressive de la langue dominée et à l'intériorisation, par les locuteurs eux-mêmes, de jugements négatifs sur leur propre pratique linguistique. Cette situation engendre une forme de culpabilité culturelle, dans laquelle une communauté humaine en vient à percevoir sa langue comme un signe d'infériorité sociale ou de retard culturel.

L'analyse de cette diglossie illustre clairement l'un des apports majeurs de la sociolinguistique : montrer que les rapports entre les langues sont indissociables des rapports de pouvoir entre les groupes sociaux, et que les choix linguistiques des locuteurs sont largement déterminés par des facteurs sociaux, historiques et institutionnels.

Essais et recherches

Exercice 1

1. Soit le message linguistique : (Votre nom ?).

Expliquez comment cet acte d'énonciation intéresse à la fois le sociologue, le linguiste et le sociolinguiste.

Exercice 2

1. Existe-il des cas de diglossie linguistique en Algérie ?
2. Montrez comment une diglossie linguistique peut-elle défavoriser une langue et mettre ses locuteurs dans une situation de culpabilité linguistique et culturelle.
3. Soit les énoncés suivants, prononcés par des locuteurs occitanophones parlants français :
 - a) *Il faut que je rentre, la femme m'attend.*
 - b) *Hier, je suis été à la vigne.*
 - c) *Ce lait sent à vache.*
 - d) *Ils [ils] chantent.*
 - e) *Cette veste, il me la faut laver.*

Quelles remarques pouvez-vous faire sur la notion de « faute de français » ?

I.4.2. Registres et niveaux de langue en sociolinguistique

La sociolinguistique s'intéresse également aux différents types de langues et de usages linguistiques. À ce titre, l'étude des registres et des niveaux de langue constitue l'un de ses axes majeurs, dans la mesure où ces notions permettent de décrire la variation linguistique en fonction des situations de communication, des contextes sociaux et des relations entre les interlocuteurs.

Dans son article intitulé « *Les registres : enjeux stylistiques et visées pragmatiques* », Gilles Philippe souligne que la notion de « registre » entre souvent en concurrence avec celle de « niveau de langue ». Selon lui, le registre renvoie à une spécialisation du vocabulaire et des formes linguistiques en fonction des domaines discursifs ou des univers de référence, généralement sans hiérarchisation de valeur. Le niveau de langue, en revanche, implique une hiérarchisation des usages linguistiques, notamment sur le plan lexical et grammatical, opposant par exemple les formes familières aux formes soutenues.

1. Le niveau de langue

En français, les pratiques linguistiques varient selon la situation d'énonciation. On ne s'exprime pas de la même manière dans un rapport administratif, un article scientifique, une conversation familière ou un échange professionnel. Ces variations dépendent de nombreux facteurs : le contexte, le canal (oral ou écrit), le destinataire, l'objectif de communication ou encore la relation sociale entre les interlocuteurs. L'ensemble de ces paramètres contribue à définir ce que l'on appelle le niveau de langue.

Il convient toutefois de souligner que la notion de niveau de langue ne fait pas l'objet d'une définition unique et stable. Sa perception varie selon les locuteurs, leur culture linguistique, leurs habitudes langagières, leur milieu social et l'époque considérée. Malgré ces limites, les descriptions pédagogiques distinguent généralement plusieurs niveaux de langue, que l'on peut présenter de manière graduelle :

- Très haut niveau : langue écrite littéraire ;
- Haut niveau : langue écrite soignée ou langue parlée soutenue ;
- Niveau moyen : langue écrite courante ou langue parlée courante ;
- Niveau bas : langue familière ou populaire.

Henri Bonnard (1986) illustre cette diversité des niveaux de langue à travers une série lexicale mettant en évidence des équivalents selon le degré de formalité :

Langue littéraire	Langue tenue	Langue familière	Langue populaire
<i>Un soufflet</i>	<i>Une gifle</i>	<i>Une claque</i>	<i>Une beigne</i>

Toutefois, l'auteur souligne lui-même les limites de ce type de classification. D'une part, toutes les unités lexicales ne disposent pas d'équivalents dans chaque niveau. D'autre part, certaines formes se situent à un niveau intermédiaire, difficile à classer de manière stricte. Pour ces raisons, une tripartition plus large entre langue soutenue, langue courante (ou familière) et langue populaire (ou argotique) apparaît comme plus opérationnelle dans l'analyse des usages réels.

Il est important de préciser que les marques du niveau de langue ne concernent pas uniquement le lexique. Elles se manifestent également sur les plans morphologique et syntaxique.

La langue soutenue se caractérise notamment par l'emploi de formes syntaxiques et grammaticales complexes et normées, telles que :

- L'utilisation de connecteurs logiques formels (*car* au lieu de *parce que*, *afin que* au lieu de *pour*) ;
- Le recours au participe présent et aux subordonnées participiales ;
- L'emploi de temps verbaux rares à l'oral, comme le passé simple ou les formes du subjonctif imparfait et plus-que-parfait.

À l'inverse, la langue familière ou populaire se distingue par des procédés visant à simplifier l'expression et à renforcer la proximité entre les interlocuteurs. Elle se caractérise notamment par :

- L'usage fréquent de marqueurs discursifs (*tu vois*, *euh*, *ben*, *si tu veux*, etc.) ;
- La tendance à l'abréviation lexicale, par apocope (*télé*, *pub*, *restau*) ou par aphérèse (*les Récains*), procédés qui traduisent une certaine connivence entre les locuteurs ;
- Des phénomènes de redondance syntaxique (*Ce gâteau, il est délicieux* ; *Tu l'as eu, ton concours ?*) ;

- L'emploi de la conjonction *que* sans valeur sémantique précise, notamment pour éviter l'inversion du sujet dans les interrogatives (*Pourquoi que tu boudes ?*) ou dans certaines incises (*Exprimez-vous, qu'il disait*) ;
- La négation abrégée (*j'sais pas*), le recours à la parataxe au détriment de l'hypotaxe, ainsi que l'évitement de certains temps verbaux comme le passé simple ou les subjonctifs rares.

2. Registres de langue

Au sein des différents niveaux de langue, il est possible de distinguer ce que l'on appelle les registres de langue, ou simplement le style. Le registre renvoie à des variations linguistiques qui dépendent non seulement du niveau de langue (soutenu, courant, familier), mais aussi du domaine d'usage, du contexte et des objectifs communicationnels. Le registre le plus immédiatement perceptible dans la vie quotidienne est le registre familier, qui se manifeste par un vocabulaire spécifique et des constructions syntaxiques caractéristiques, utilisées dans des situations non officielles, entre interlocuteurs proches ou dans des échanges informels. Ce registre doit être manié avec prudence, surtout par les locuteurs dont la maîtrise du français est moyenne, car certaines formes familières peuvent être inappropriées dans des contextes plus formels.

Il existe également d'autres registres, tels que le style littéraire, poétique, scientifique ou technique, qui relèvent de domaines plus spécialisés et souvent codifiés. La frontière entre langue parlée et registre familier n'est pas toujours nette et varie selon les locuteurs et les contextes. On peut toutefois généraliser que le caractère familier se manifeste davantage au niveau lexical, par l'emploi de mots spécifiques ou d'expressions idiomatiques, mais certaines constructions grammaticales sont également typiques du registre familier.

Dans l'analyse sociolinguistique, il est utile de distinguer deux types de faits liés aux registres :

Les « faits de niveau » socioculturel, qui traduisent une méconnaissance ou une maîtrise incomplète de la langue de référence. Ces faits apparaissent seulement chez certains locuteurs, indépendamment de la situation d'énonciation, et révèlent des inégalités sociales dans l'accès à la norme linguistique.

Les « faits de registre », qui ne sont significatifs que dans des situations d'énonciation spécifiques et sans contrainte. Ces faits sont utilisés par tout locuteur, même très cultivé, lorsqu'il adopte un registre adapté au contexte.

Claire Stolz enrichit cette approche en associant le concept de registres aux « différents domaines référentiels couverts par un groupe de lexies ». Autrement dit, chaque registre correspond à un ensemble lexical spécialisé, par exemple religieux, technique, scientifique, affectif, moral, politique, etc. En littérature, l'exploitation de ces registres est particulièrement visible : chez Émile Zola, par exemple, le vocabulaire technique lié à l'industrie ou aux sciences est omniprésent, mais il coexiste avec des registres affectifs, sociaux ou moraux qui enrichissent la narration et permettent de rendre compte de la diversité des interactions humaines.

Cette distinction entre registres, combinée aux notions de niveau de langue, **sociolecte** et **idiolecte**, permet d'analyser plus finement les pratiques linguistiques d'un individu ou d'un groupe social. Le **sociolecte** désigne les particularités linguistiques d'une communauté socioculturelle donnée, souvent associées à des critères tels que la classe sociale, la profession, l'âge ou le genre. L'**idiolecte**, quant à lui, correspond aux usages propres à un individu, incluant ses choix lexicaux, syntaxiques et stylistiques dans des contextes variés. Le registre s'inscrit donc à l'intersection de ces deux notions : il révèle comment un individu (idiolecte) ou un groupe (sociolecte) adapte sa langue à une situation spécifique, tout en intégrant les conventions et les variations propres à sa communauté.

Ainsi, l'étude des registres de langue en sociolinguistique ne se limite pas à la description d'un vocabulaire ou d'une syntaxe particulière : elle permet de comprendre comment les locuteurs modulant leur langage révèlent leur identité sociale, leurs connaissances linguistiques et leur maîtrise des conventions culturelles dans des contextes variés.

Essais et recherches

Activité 1. *Identifiez à quel niveau de langue appartiennent les énoncés linguistiques suivants :*

- a. Le patron que je travaillais pour m'est rentré dedans question pognon.
- b. Un arbre bleu de lune, sans attache avec la terre, et qui semblait planer sur la surface plane des étangs.
- c. Le prof m'a déjà collé pour jeudi prochain.
- d. Je vous prie d'agréer, cher monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.
- e. Mais je vous en prie, Madame Legris, acceptez notre invitation, vous nous comblerez de joie.
- f. C'est Julien ? Allo, oui ! Bon, tu nous ferais plaisir d'accepter.
- g. Nous passons de bonnes vacances, les enfants jouent tout le jour et s'en donnent à cœur joie. Nous vous embrassons bien fort. À bientôt de vos bonnes nouvelles.

Activité 2. *Voici des phrases entendues. Les faire passer au scriptural en changeant le niveau de langage.*

- 1. Cette tordue m'a posé un lapin.
- 2. Je suis pas le genre de gus à me laisser emmouscailler par un tas de ferraille.
- 3. Dis, pépère, avance ! tu nous gonfles avec ta machine à coudre !
- 4. J'en ai ras le bol de marner pour lui
- 5. File-lui un coup de gelot, il viendra avec son carrosse, et ça te coûtera que dalle.

Activité 3. *Voici un énoncé prononcé par un jeune adolescent français. Ecrivez-le en changeant le niveau de langage.*

« Ah ! Hier, le carambolage fumant Boulevard Pasteur ! Une auto-école en plein exam', elle se fiche au train d'un gros-cul, et pan ! quand i freine, l'autre elle lui rentre dans le lard. I connaissait son code le gars, je dis pas non, mais pour les réflexes, tu repasseras Nicolas ! Ya pas à dire c'était marrant, le mec il était tout paumé, et l'examineur qui gueulait en crachant ses ratiches : « Refusé ! ».

Activité 4. *A titre d'illustration de la variété des idiomes, essayer de distinguer la valeur des termes suivants : parler local, idiolecte, dialecte, sociolecte, patois, langue commune, langue nationale, langue véhiculaire, langue vernaculaire, sabir, pidgin, créole, argot, jargon, verlan.*

Activité 5. *Identifiez la profession que dénote chacun des énoncés suivants :*

- a. Vous corrigerez les deuxièmes sur le marbre ; comme ça nous tirerons plus vite.
- b. Passe-moi la gouge et la varlope
- c. Le phonème est la petite unité de la chaîne parlée qui ait une valeur distinctive.
- d. Il faut mettre la gomme, toute la gomme, et passer au freinage.
- e. Il faut cintrer correctement la fourche pour obtenir une chasse convenable et, par là, une bonne stabilité.

CHAPITRE II : ATTITUDES ET COMPORTEMENTS SOCIOLINGUISTIQUES

II.1. Les représentations sociolinguistiques

La notion de « représentation » est largement mobilisée en psychologie sociale pour désigner un fonctionnement socio-cognitif collectif. Elle est définie comme une « forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique », dans la mesure où elle permet aux individus « d'agir sur le monde et sur les autres » (D. Jodelet, pp. 36, 43-45).

De ce fait, le contenu des représentations sociales ou collectives se caractérise par un caractère simplificateur et schématique. Pour être partagées par le plus grand nombre, elles doivent être facilement accessibles, intelligibles et suffisamment efficaces pour orienter la perception et l'interprétation de la réalité sociale.

Les représentations sociolinguistiques constituent une catégorie particulière de représentations sociales. Elles sont donc, par définition, collectives et partagées, et peuvent être appréhendées comme des « systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres » (ibid., p. 36). Elles concernent plus précisément la langue, ses usages, ses variétés ainsi que les locuteurs qui composent une communauté linguistique donnée.

Dans cette perspective, Pierre Bourdieu insiste sur la nécessité « d'inclure dans le réel la représentation du réel, ou plus exactement la lutte des représentations », entendues à la fois comme des images mentales et comme des manifestations sociales visant à influencer ces images mentales (Bourdieu, 1982, p. 136). Autrement dit, les représentations ne se limitent pas à des perceptions individuelles, mais s'inscrivent dans des rapports de force symboliques au sein de la société.

Ainsi, « la langue, le dialecte ou l'accent », bien qu'ils constituent des réalités linguistiques objectives, sont avant tout « l'objet de représentations mentales, c'est-à-dire d'actes de perception et d'appréciation, de connaissance et de reconnaissance, à travers lesquels les individus manifestent leurs intérêts et leurs présupposés » (ibid., p. 135). Toute représentation comporte donc une dimension évaluative et normative : elle peut conduire soit à la valorisation d'une langue ou d'une variété linguistique, soit à sa dévalorisation ou à sa stigmatisation. Cette dernière peut se traduire par des jugements négatifs, un rejet symbolique, voire par des formes de discrimination à l'égard des individus ou des groupes concernés.

En effet, tous les locuteurs, quelles que soient leurs langues ou variétés linguistiques, développent des sentiments, des attitudes et des prises de position vis-à-vis des langues, de leurs usages et de ceux qui les pratiquent. Ces attitudes linguistiques, qu'elles soient positives ou négatives, influencent directement les comportements linguistiques des sujets parlants,

notamment leurs choix de langue, de registre ou de variété dans les situations de communication.

II.2. Préjugés et stéréotypes

Dans toute société plurilingue et multiculturelle, les préjugés et les stéréotypes occupent une place centrale dans la construction des représentations sociales. Ces deux notions sont étroitement liées, au point qu'elles sont souvent confondues et employées comme synonymes dans la langue courante. Pourtant, bien qu'elles soient interdépendantes, elles renvoient à des réalités distinctes qu'il convient de différencier afin de mieux comprendre leurs mécanismes et leurs effets sociaux et linguistiques.

Les préjugés peuvent être définis comme des attitudes ou des jugements préconçus porteurs d'une dimension évaluative à l'égard d'un groupe social donné. Ils peuvent être positifs ou négatifs, mais ils se caractérisent surtout par leur caractère non fondé sur une connaissance réelle, approfondie ou objective de l'autre. Le locuteur qui nourrit des préjugés porte ainsi un jugement sur une culture, une communauté ou un groupe linguistique sans en avoir une expérience directe. Pour ce faire, il s'appuie sur des représentations toutes faites, largement diffusées dans la société. En ce sens, les préjugés se nourrissent des stéréotypes disponibles dans l'imaginaire collectif. Ils peuvent conduire à des comportements de rejet, de discrimination, voire de racisme, comme l'illustre l'énoncé suivant : « *Je n'aime pas les Mexicains parce qu'ils sont paresseux et criminels* », où un jugement négatif est généralisé à l'ensemble d'un groupe.

Les stéréotypes, quant à eux, relèvent davantage du domaine cognitif. Selon Leyens et al., ils peuvent être définis comme des « croyances partagées concernant les caractéristiques personnelles — généralement des traits de personnalité, mais aussi des comportements — attribuées à un groupe de personnes ». Les stéréotypes constituent ainsi un ensemble d'images mentales simplifiées, souvent schématiques, qui permettent aux individus d'interpréter rapidement la réalité sociale. Ils consistent en une attribution automatique de caractéristiques à un individu en fonction du groupe social, culturel ou linguistique auquel il est censé appartenir.

Bien que la notion de stéréotype soit généralement connotée négativement — comme dans l'exemple du stéréotype péjoratif de « l'Américain superficiel » —, il existe également des stéréotypes dits positifs, tels que « l'Allemand ponctuel » ou « le Français romantique ». Toutefois, même ces généralisations apparemment valorisantes n'en demeurent pas moins réductrices, car elles enferment les individus dans des catégories figées et essentialisantes.

Dans le domaine linguistique, les stéréotypes et les préjugés sont anciens et profondément ancrés dans l'histoire des sociétés. Tullio De Mauro rappelle, à cet égard, un proverbe datant

du XVII^e siècle selon lequel : « l'Allemand hurle, l'Anglais pleure, le Français chante, l'Italien joue la comédie et l'Espagnol parle ». Il souligne, dans *Une introduction à la sémantique* (1969), que « nous sommes manifestement ici à la limite où les stéréotypes linguistiques et nationalistes se confondent ». Ce type de jugement illustre la manière dont les langues sont anthropomorphisées et associées à des traits de caractère nationaux. De même, l'expression française « *parler français comme une vache espagnole* », dont l'origine renvoie à « *comme un Basque espagnol* », montre que le jugement porté sur la langue peut s'étendre au locuteur lui-même, renforçant ainsi les mécanismes de stigmatisation.

Ces stéréotypes et préjugés ne concernent pas uniquement les langues en tant que systèmes, mais également leurs variantes géographiques et sociales. La distinction entre langues, dialectes et patois repose souvent sur une hiérarchisation sociale et idéologique. Aux langues dites « légitimes » sont associées des communautés considérées comme civilisées, organisées en peuples ou en nations, tandis que les dialectes et les patois sont fréquemment attribués à des communautés perçues comme marginales ou inférieures, parfois qualifiées de « sauvages » ou de « primitives ». Cette classification, loin d'être linguistique, est avant tout sociale et politique.

Par ailleurs, d'autres stéréotypes linguistiques sont liés à la notion de « bon usage » de la langue, selon laquelle certaines façons de parler seraient correctes, légitimes ou prestigieuses, tandis que d'autres seraient fautives, vulgaires ou condamnables. Chaque locuteur développe ainsi une norme spontanée, qui lui permet de juger certaines formes linguistiques comme acceptables ou admirables, et d'en rejeter d'autres. Il convient toutefois de souligner que cette norme spontanée n'est ni universelle ni stable : elle varie selon les contextes géographiques, sociaux et historiques. Les attitudes linguistiques diffèrent, par exemple, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, entre le milieu urbain et le milieu rural, ou encore entre différentes périodes historiques.

C'est précisément dans ce cadre que s'inscrit l'apport de la sociolinguistique, dont l'un des objectifs est d'analyser les comportements sociaux engendrés par ces normes et représentations. Les recherches sociolinguistiques ont montré que la norme spontanée peut avoir deux types de retombées sur les comportements linguistiques des locuteurs. D'une part, elle influe sur la manière dont les individus perçoivent et évaluent leur propre pratique linguistique ; d'autre part, elle conditionne leurs réactions face aux usages linguistiques d'autrui.

Ainsi, deux grands types de comportements linguistiques peuvent être observés. Dans le premier cas, le locuteur valorise sa propre manière de parler et la considère comme conforme à la norme, ce qui l'amène à juger négativement les autres sur la base de leurs usages linguistiques. Dans le second cas, le locuteur, conscient du faible prestige social de sa variété

linguistique, cherche à modifier sa façon de parler afin de se rapprocher d'un modèle jugé plus légitime ou plus prestigieux. Ces stratégies d'adaptation témoignent du poids des préjugés et des stéréotypes linguistiques dans la construction des identités sociales et dans la dynamique des pratiques langagières.

II.3. Sécurité / insécurité linguistique

La notion de sécurité / insécurité linguistique occupe une place centrale en sociolinguistique, car elle permet de comprendre le lien étroit entre les pratiques langagières des locuteurs et leur position sociale. Louis-Jean Calvet définit la sécurité linguistique comme la situation dans laquelle « pour des raisons sociales variées, les locuteurs ne se sentent pas mis en question dans leur façon de parler, lorsqu'ils considèrent leur norme comme la norme » (Calvet, *La sociolinguistique*, p. 51). Autrement dit, un locuteur en situation de sécurité linguistique estime que sa manière de parler est légitime, correcte et socialement reconnue.

À l'inverse, on parle d'insécurité linguistique lorsque les locuteurs perçoivent leur façon de parler comme peu valorisante ou stigmatisée. Ils ont alors en tête un autre modèle linguistique jugé plus prestigieux — souvent associé à une classe sociale dominante, à une variété standard ou à une institution — mais qu'ils ne maîtrisent pas totalement. Cette situation génère une tension permanente entre la pratique réelle et la norme idéalisée.

Selon Calvet, le comportement linguistique ne peut être dissocié d'un comportement social plus large : la manière de parler reflète et traduit la place que le locuteur occupe dans la société. Pour illustrer ce rapport étroit entre langue et société, les travaux de William Labov constituent une référence majeure.

Dans ses enquêtes menées à New York (1966), Labov a montré que certains traits de prononciation étaient perçus comme prestigieux par les locuteurs, même lorsque ceux-ci ne les utilisaient pas spontanément. Cette observation met en évidence l'existence de normes linguistiques intériorisées, partagées socialement, qui influencent les attitudes et les jugements portés sur la langue. Ces normes peuvent être communes à l'ensemble de la société ou varier selon des paramètres sociaux tels que la classe sociale, le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction. Labov souligne notamment que la petite bourgeoisie constitue un groupe particulièrement exposé à l'insécurité linguistique. Il note que « *les fluctuations stylistiques, l'hypersensibilité à des traits stigmatisés que l'on emploie soi-même, la perception erronée de son propre discours* » sont autant de signes d'une insécurité linguistique profonde. Il observe également que les New-Yorkais manifestent une forte aversion pour leur propre accent, qu'ils jugent inférieur à une norme idéalisée. Bien qu'ils s'efforcent de modifier leur manière de parler, ils restent

reconnaissables hors de leur ville, tout en étant persuadés qu'il existe une langue « correcte » qu'ils tentent d'atteindre dans les situations formelles (Labov, *Sociolinguistique*, 1976, pp. 200-201).

Ces observations montrent que l'insécurité linguistique repose moins sur une réalité linguistique objective que sur une représentation sociale de la langue.

II.4. Hypercorrection / hypocorrection

La croyance en l'existence d'une manière prestigieuse et légitime de parler entraîne, chez les locuteurs en situation d'insécurité linguistique, des stratégies d'adaptation. Lorsqu'un locuteur estime ne pas maîtriser la norme valorisée, il peut tenter de s'en rapprocher. Cette tentative peut toutefois conduire à une application excessive ou inappropriée des formes jugées correctes : c'est ce que l'on appelle l'hypercorrection.

L'hypercorrection se manifeste lorsque le locuteur exagère l'usage de formes prestigieuses, parfois au détriment de la norme réelle. Elle est le résultat direct de l'insécurité linguistique : le locuteur cherche à corriger sa manière de parler afin de s'éloigner des formes stigmatisées. Cependant, ce comportement peut produire l'effet inverse de celui recherché, car il est souvent perçu comme artificiel, voire ridicule, par les locuteurs qui maîtrisent naturellement la variété légitime. Ces derniers peuvent alors dévaloriser socialement ceux qui tentent d'imiter leur parler.

Pierre Bourdieu analyse ce phénomène comme une stratégie typique de la petite bourgeoisie. Dans *Ce que parler veut dire* (1982), il explique que l'hypercorrection se construit dans une relation à la fois objective et subjective à la « vulgarité » populaire et à la « distinction » bourgeoise. Elle s'appuie sur des modèles fournis par les institutions légitimes (académiciens, grammairiens, enseignants), perçues comme détentrices de la norme.

À l'opposé, Bourdieu introduit la notion d'hypocorrection, qui correspond à un relâchement volontaire et contrôlé des règles linguistiques. Cette stratégie est souvent adoptée par les locuteurs appartenant aux classes dominantes ou aux milieux intellectuels, qui peuvent se permettre de transgresser certaines règles sans risquer de disqualification sociale. L'hypocorrection associe ainsi une aisance linguistique affichée à une indifférence apparente aux règles jugées trop scolaires ou pointilleuses.

Hypercorrection et hypocorrection ne sont donc pas de simples phénomènes linguistiques : ce sont des stratégies sociales, révélatrices des rapports de pouvoir qui traversent les usages langagiers.

II.5. Attitudes linguistiques positives et négatives

Les attitudes linguistiques — qu'elles soient d'acceptation ou de rejet — n'influencent pas toujours directement la façon dont un locuteur parle, mais elles jouent un rôle déterminant dans la manière dont il perçoit et évalue le discours d'autrui. Ces attitudes sont étroitement liées aux représentations sociales et aux sentiments de sécurité ou d'insécurité linguistique.

Dans son ouvrage *Sociolinguistica* (1991), López Morales a mené une enquête sur la perception de la prononciation vélarisée du phonème /r/ en espagnol à Puerto Rico. Les résultats ont montré qu'une majorité de locuteurs interrogés adoptaient une attitude négative à l'égard de cette prononciation. Les justifications avancées révèlent une grande diversité de stéréotypes linguistiques et sociaux :

- Assimilation à un régionalisme non légitime ;
- association au monde rural, perçu comme socialement inférieur ;
- jugement de vulgarité ou de faible niveau socioculturel ;
- attribution à une déficience anatomique ;
- rejet esthétique (« prononciation laide »).

Ces explications illustrent différentes formes de dévalorisation : géographique, sociale, symbolique, voire biologique, certaines pouvant être qualifiées de porteuses d'un racisme latent. À l'inverse, les locuteurs ayant une attitude positive justifiaient leur position par l'affirmation de l'identité locale ou par une conception pluraliste de la langue, selon laquelle toutes les prononciations sont légitimes.

Ces résultats montrent que les attitudes linguistiques sont fortement conditionnées par le sentiment de sécurité ou d'insécurité linguistique. Ce même mécanisme explique, par exemple, le rejet par certains locuteurs britanniques de la prononciation américaine de l'anglais, jugée inférieure à la prononciation britannique considérée comme la « forme légitime » de la langue, au sens bourdieusien du terme.

Derrière ces comportements linguistiques se cachent des rapports de force sociaux : les jugements portés sur la langue sont en réalité des jugements portés sur les locuteurs. Les formes linguistiques stigmatisées le sont toujours par référence à une norme dominante, socialement valorisée et institutionnellement légitimée. Ainsi, la sociolinguistique montre qu'il est impossible de séparer l'enjeu linguistique de l'enjeu social : la langue constitue un lieu privilégié où s'expriment les inégalités, les hiérarchies et les identités sociales.

II.6. Attitude linguistique et choix des variantes

La variation linguistique ne peut être pleinement comprise sans prendre en compte les attitudes linguistiques des locuteurs. En effet, les choix linguistiques ne relèvent pas uniquement de contraintes structurelles ou situationnelles, mais sont aussi influencés par la manière dont les locuteurs perçoivent, évaluent et hiérarchisent les langues et leurs variantes. Les attitudes linguistiques, qu'elles soient positives ou négatives, orientent ainsi l'usage effectif des formes linguistiques disponibles.

Un locuteur peut, par exemple, disposer de plusieurs variantes pour exprimer un même contenu, mais n'en mobiliser qu'une seule en fonction du prestige qu'il lui attribue ou du jugement qu'il anticipe de la part de ses interlocuteurs. Certaines variantes seront ainsi perçues comme correctes, modernes ou valorisantes, tandis que d'autres seront jugées familières, archaïques ou socialement dépréciées. La variation linguistique est donc indissociable d'un système d'évaluations sociales intériorisées.

Dans ce cadre, les attitudes linguistiques jouent un rôle déterminant dans la distribution sociale des variantes. Une variante linguistique n'est jamais neutre : elle renvoie à des appartenances sociales, géographiques ou identitaires. Les locuteurs peuvent alors adopter des stratégies conscientes ou inconscientes de sélection des formes linguistiques, soit pour s'identifier à un groupe, soit pour s'en distancier.

- Variation, identité et insécurité linguistique

La variation linguistique participe également à la construction des identités linguistiques et sociales. En choisissant certaines variantes plutôt que d'autres, le locuteur manifeste son appartenance à un groupe social donné ou son désir de mobilité sociale. Dans les contextes où une norme linguistique est fortement valorisée, les locuteurs peuvent développer un sentiment d'insécurité linguistique, qui les conduit à éviter certaines variantes pourtant constitutives de leur répertoire linguistique.

Ainsi, la variation peut être vécue comme une richesse ou comme un handicap, selon les représentations dominantes. Les locuteurs en situation d'insécurité linguistique auront tendance à limiter leur variation, à neutraliser les traits perçus comme stigmatisés et à se rapprocher d'un modèle prestigieux. À l'inverse, les locuteurs en situation de sécurité linguistique peuvent se permettre une variation plus large, voire une transgression volontaire des normes établies.

Cette dynamique explique pourquoi certaines variantes, pourtant largement répandues, restent socialement dévalorisées : leur rejet ne repose pas sur des critères linguistiques objectifs, mais sur des jugements sociaux projetés sur les pratiques langagières.

- La variation linguistique dans le contexte algérien : attitudes et enjeux sociaux

Dans le contexte algérien, la variation linguistique est étroitement liée à des enjeux identitaires, politiques et idéologiques. Les attitudes linguistiques à l'égard de l'arabe classique, de l'arabe dialectal, du berbère et du français conditionnent fortement les usages. L'arabe classique, langue de l'institution et de l'école, est généralement perçu comme légitime et prestigieux, mais peu pratiqué dans les interactions quotidiennes. À l'inverse, l'arabe dialectal, bien que largement utilisé, souffre souvent d'une dévalorisation symbolique, car il est associé à l'oralité, à l'informel et à l'absence de norme codifiée.

Le berbère, longtemps marginalisé dans les politiques linguistiques, a fait l'objet d'attitudes ambivalentes : symbole d'identité et de résistance pour certains, il a été perçu par d'autres comme un facteur de fragmentation. Quant au français, il occupe une position paradoxale : héritage colonial, il reste néanmoins associé au savoir, à la modernité et à la réussite sociale. Ces représentations influencent profondément les pratiques langagières et expliquent la forte variation observée chez les locuteurs algériens, qui alternent, combinent et hybridisent les codes selon les situations.

Les phénomènes de code-switching, de mélange de langues et de bricolage linguistique illustrent cette réalité. Loin d'être des signes d'incompétence linguistique, ils témoignent au contraire d'une compétence plurilingue élaborée, permettant aux locuteurs de mobiliser l'ensemble de leurs ressources linguistiques pour produire du sens et négocier leur position sociale.

- Enjeux pédagogiques de la variation linguistique

Dans une perspective pédagogique, la prise en compte de la variation linguistique est essentielle. L'enseignement des langues, et en particulier du français en contexte algérien, ne peut se limiter à la transmission d'une norme abstraite et idéalisée. Il doit intégrer la diversité des usages et des répertoires linguistiques des apprenants, afin de réduire l'insécurité linguistique et de valoriser les compétences existantes.

Comprendre que la variation est un phénomène normal et constitutif du langage permet de déconstruire les jugements normatifs et de favoriser des attitudes linguistiques plus ouvertes. La sociolinguistique offre ainsi des outils précieux pour repenser les pratiques pédagogiques, en mettant l'accent sur la diversité linguistique comme ressource plutôt que comme obstacle.

En définitive, l'attitude linguistique constitue un facteur central dans l'explication de la variation linguistique. Les différences observées dans les usages ne sont pas seulement le produit de contraintes linguistiques, mais le reflet de rapports sociaux, de représentations et de positionnements identitaires. La variation linguistique, loin d'être une déviation par rapport à une norme idéale, apparaît comme le mode de fonctionnement ordinaire des langues. Le cas algérien, par sa complexité et sa richesse plurilingue, illustre de manière exemplaire l'imbrication profonde entre langue, société et identité, confirmant l'impossibilité de dissocier le linguistique du social.

Essais et recherches

Activité 1. Le paysage linguistique algérien, produit de son histoire et de sa géographie, est caractérisé par la coexistence de plusieurs variétés langagières.

- Précisez sur quelles variétés langagières s'organise le plurilinguisme en Algérie.

Activité 2. La variation linguistique concerne les différences qui existent dans l'usage d'une même langue comme elle peut concerner la pratique de deux systèmes linguistiques différents.

- *À la lumière de vos acquis, expliquez les deux types de variation.*

CHAPITRE III

III. Dynamiques sociolinguistiques et gestion des langues

Les situations de contact des langues ne se limitent pas à une simple coexistence pacifique de codes linguistiques différents. Elles s'inscrivent toujours dans des contextes sociaux, historiques et politiques marqués par des rapports de force, des hiérarchies symboliques et des enjeux de pouvoir. Les langues ne circulent pas librement : elles sont régulées, valorisées ou dévalorisées en fonction des institutions, des politiques linguistiques et des représentations sociales.

Dans les sociétés plurilingues, comme la société algérienne, ces phénomènes apparaissent avec une intensité particulière. Les locuteurs sont quotidiennement confrontés à des choix linguistiques qui ne sont jamais neutres : parler telle langue ou telle variété, dans tel contexte plutôt qu'un autre, revient à adopter une position sociale, à revendiquer une identité ou à rechercher une reconnaissance symbolique.

Ce chapitre se propose d'analyser ces dynamiques à travers le prisme de la sociolinguistique critique. Il s'agira de montrer comment les langues entrent en concurrence, comment elles sont « gérées » socialement et institutionnellement, et comment les locuteurs ajustent leurs pratiques linguistiques en fonction des opportunités et des contraintes qui s'exercent sur eux.

III.1. Le marché linguistique

Pour rendre compte de ces mécanismes de hiérarchisation et de régulation des pratiques langagières, la sociolinguistique a progressivement emprunté des concepts issus de la sociologie. Parmi eux, le concept de marché linguistique, élaboré par Pierre Bourdieu, occupe une place centrale. Il permet de penser la langue non seulement comme un système de signes, mais comme une ressource sociale, dotée d'une valeur variable selon les contextes d'usage.

C'est à travers cette notion que l'on peut comprendre pourquoi certaines langues ou variétés ouvrent l'accès à des positions sociales valorisées, tandis que d'autres restent confinées à des usages privés ou informels. L'étude du marché linguistique constitue ainsi un point d'entrée privilégié pour analyser les situations de contact et de gestion des langues.

- Aperçu historique du concept

Le concept de marché linguistique s'inscrit dans la réflexion sociologique de Pierre Bourdieu sur les mécanismes de domination symbolique. Introduit à la fin des années 1970, ce

concept marque une rupture avec les approches strictement structuralistes de la langue, en particulier celles issues de la linguistique générative. Il apparaît pour la première fois dans un exposé donné à l'Université de Genève en décembre 1978, avant d'être repris et systématisé dans *Questions de sociologie* (1980), puis développé de manière approfondie dans *Ce que parler veut dire* (1982), sous-titré *L'économie des échanges linguistiques*.

Bourdieu s'inscrit dans un contexte intellectuel marqué par la remise en question de la neutralité du langage. Contre l'idée d'une langue comme simple instrument de communication, il affirme que le langage est avant tout une pratique sociale, structurée par des rapports de force et des inégalités. Le marché linguistique devient alors un outil conceptuel permettant de penser les usages langagiers en relation avec les structures sociales, politiques et économiques.

- Définition et fondements du marché linguistique

Pour Pierre Bourdieu, « *Il y a marché linguistique toutes les fois que quelqu'un produit un discours à l'intention de récepteurs capables de l'évaluer, de l'apprécier et de lui donner un prix.* » (Bourdieu, 1984, p. 54).

Le marché linguistique ne renvoie donc pas à un espace économique au sens strict, mais à tout espace social dans lequel circulent des discours évalués selon des critères de légitimité. Ces espaces peuvent être multiples : la rue, la famille, l'école, l'université, l'administration, les médias ou encore le monde du travail.

Dans cette perspective, toute production linguistique est soumise à une logique de valorisation ou de dévalorisation. Les discours ne sont pas égaux : certains sont jugés légitimes, corrects, prestigieux, tandis que d'autres sont stigmatisés ou disqualifiés. Cette hiérarchisation dépend non seulement de la forme linguistique utilisée, mais aussi de la position sociale du locuteur.

Bourdieu précise ainsi que ce qui est en jeu dans toute interaction linguistique, ce n'est pas uniquement la compétence linguistique, mais également la compétence sociale, c'est-à-dire le droit à la parole, socialement reconnu. Ce droit dépend de facteurs tels que l'âge, le sexe, le statut social, le niveau d'instruction ou encore l'appartenance institutionnelle.

- Compétence linguistique et capital linguistique

La réflexion de Bourdieu s'oppose explicitement à la conception chomskyenne de la compétence linguistique. Chez Chomsky, la compétence est envisagée comme une capacité

cognitive abstraite, indépendante des conditions sociales d'énonciation. Elle renvoie à la connaissance implicite des règles grammaticales d'une langue.

Bourdieu critique cette approche qu'il juge réductrice, car elle ignore les conditions sociales de réalisation du langage. Selon lui, une compétence linguistique n'a de valeur que dans la mesure où elle est reconnue sur un marché donné. Ainsi, « *une compétence sans marché devient sans valeur ou cesse d'être un capital linguistique.* » (Bourdieu, 1984, p. 55).

Le capital linguistique constitue une forme spécifique du capital culturel. Il englobe non seulement la maîtrise d'une langue dite légitime, mais aussi les accents, les registres, les styles, les manières de parler et les codes discursifs socialement valorisés. Ce capital peut produire des profits symboliques, tels que la reconnaissance sociale, la réussite scolaire ou l'accès à des positions professionnelles dominantes.

Dans certaines situations, la fonction communicative du langage devient secondaire par rapport à sa fonction symbolique. Bourdieu souligne que dans des contextes fortement institutionnalisés, comme la messe, le discours politique ou administratif, « ça parle sans communiquer ». L'essentiel n'est pas le contenu du message, mais la légitimité du locuteur et la reconnaissance institutionnelle de sa parole.

- **Fonctionnement et unification du marché linguistique**

Pour que les effets de domination linguistique puissent s'exercer, le marché linguistique doit être relativement unifié. Cela signifie que l'ensemble des locuteurs, qu'ils soient dominants ou dominés, reconnaissent implicitement les mêmes critères de légitimité linguistique. L'école joue ici un rôle central, en imposant une norme linguistique officielle et en contribuant à la reproduction des inégalités sociales par le langage.

Toute situation linguistique peut alors être analysée comme une compétence en situation, c'est-à-dire une compétence ajustée aux attentes du marché. Le locuteur anticipe la valeur de ses productions linguistiques et adapte son discours en fonction des profits ou des sanctions symboliques attendus.

Le marché linguistique apparaît ainsi comme une métaphore heuristique permettant de décrire la compétition entre langues, variétés et styles au sein d'une société donnée.

- **Illustration : le français et l'anglais sur le marché linguistique international**

Sur le marché linguistique mondial contemporain, l'anglais occupe une position dominante. Il est devenu la langue privilégiée des échanges politiques, économiques, scientifiques et culturels à l'échelle internationale. Cette domination s'explique par des facteurs historiques (expansion coloniale britannique), économiques (puissance des États-Unis) et culturels (industrie médiatique, technologies, sciences).

La langue française, autrefois langue diplomatique par excellence, a progressivement perdu son statut hégémonique, bien qu'elle conserve une place importante grâce à la francophonie et à son implantation institutionnelle dans certaines régions du monde. Elle demeure néanmoins une langue de prestige et une langue d'échange secondaire.

Comme le souligne Peter Berger, l'attrait de l'anglais tient aussi à sa capacité à véhiculer des valeurs associées à la modernité, au dynamisme, à l'innovation et au pluralisme. La domination linguistique ne repose donc pas uniquement sur la diffusion quantitative d'une langue, mais sur sa capacité à incarner un modèle culturel et symbolique.

D'autres langues, comme l'espagnol ou le chinois, occupent une place importante sur le marché linguistique mondial, mais peinent à s'imposer comme véritables lingua franca, en raison de limites géopolitiques, culturelles ou symboliques.

- **Enjeux individuels et politiques du marché linguistique**

À l'échelle individuelle, l'apprentissage des langues dominantes constitue une stratégie rationnelle d'accumulation de capital linguistique convertible en capital social, économique ou symbolique. La maîtrise de plusieurs langues augmente les chances de mobilité sociale et professionnelle dans un monde globalisé.

À l'échelle collective, les États jouent un rôle central dans la gestion du marché linguistique. Les politiques linguistiques, éducatives et culturelles visent à renforcer la position d'une langue sur le marché mondial. Cependant, comme le souligne Bourdieu, il ne suffit pas de diffuser une langue : encore faut-il qu'elle soit porteuse de valeurs reconnues et désirables.

Ainsi, le marché linguistique apparaît comme un espace de luttes symboliques où se jouent des enjeux de pouvoir, d'identité et de domination, confirmant que la langue est indissociable du social et du politique.

III. 2. Le marché linguistique dans la société algérienne

La société algérienne constitue un terrain particulièrement éclairant pour illustrer le fonctionnement du marché linguistique. Elle se caractérise par la coexistence de plusieurs langues et variétés :

- L'arabe classique (ou arabe standard),
- l'arabe dialectal (darja),
- les langues berbères (kabyle, chaoui, mozabite, etc.),
- le français,
- et, de plus en plus, l'anglais.

Ces langues ne circulent pas sur un pied d'égalité. Chacune occupe une position spécifique sur le marché linguistique algérien, en fonction des domaines d'usage, du prestige symbolique et des opportunités sociales qu'elle offre.

- **Compétence linguistique et valeur sociale des langues**

Un étudiant algérien peut parfaitement maîtriser l'arabe dialectal ou une variété berbère, mais cette compétence n'aura pas la même valeur selon le contexte. Par exemple :

- À la maison ou dans le quartier, parler la darja ou le kabyle est non seulement légitime, mais attendu.
- À l'université, dans un exposé académique, l'usage de l'arabe dialectal sera perçu comme inapproprié, voire incorrect, au profit de l'arabe standard ou du français.
- Dans une administration, le français conserve souvent une valeur symbolique élevée, notamment dans les écrits officiels ou les domaines techniques.

Cela illustre l'idée bourdieusienne selon laquelle une compétence linguistique n'est un capital que si elle est reconnue par un marché donné. Une langue peut donc être très efficace dans certains contextes et totalement disqualifiée dans d'autres.

- **Le « prix » des discours : parler pour être reconnu**

Sur le marché linguistique algérien, certains usages linguistiques « rapportent » plus que d'autres. Par exemple :

- Un étudiant qui s'exprime en français académique fluide lors d'un entretien de recrutement peut être perçu comme plus compétent ou plus professionnel, même si ses compétences techniques sont équivalentes à celles d'un autre candidat.
- À l'inverse, un locuteur parlant avec un fort accent régional ou utilisant un lexique dialectal dans une situation formelle peut être jugé négativement, non pas pour ce qu'il dit, mais pour la forme linguistique de son discours.

On observe ainsi des situations où le langage remplit davantage une fonction de distinction sociale que de communication réelle. Il arrive même que le discours soit peu informatif, mais qu'il soit néanmoins valorisé parce qu'il respecte les normes légitimes du marché.

- **Adaptation des locuteurs au marché linguistique**

Les locuteurs algériens développent très tôt une conscience implicite du marché linguistique. Ils apprennent à adapter leur manière de parler selon les situations :

- un étudiant s'exprimera en darja avec ses camarades,
- en arabe standard ou en français avec ses enseignants,
- et tentera parfois d'introduire des éléments d'anglais pour signaler une ouverture internationale ou une modernité linguistique.

Cette capacité d'adaptation montre que les locuteurs ne sont pas passifs : ils anticipent la valeur de leurs discours et ajustent leur parole en fonction des profits symboliques espérés (réussite scolaire, reconnaissance sociale, insertion professionnelle).

- **Le marché linguistique et les inégalités sociales**

Le marché linguistique n'est cependant pas neutre. Tous les locuteurs n'y entrent pas avec les mêmes ressources. Les étudiants issus de milieux favorisés ont souvent été exposés plus tôt au français ou à des formes linguistiques valorisées par l'école. À l'inverse, les étudiants issus de milieux populaires peuvent maîtriser d'autres variétés linguistiques, mais celles-ci sont moins reconnues dans l'espace académique.

L'école et l'université jouent ainsi un rôle central dans la reproduction des inégalités linguistiques, en imposant une norme considérée comme légitime, tout en dévalorisant implicitement les autres pratiques langagières.

- **Apprendre des langues : une stratégie sur le marché linguistique**

Dans le contexte algérien contemporain, l'apprentissage des langues étrangères — notamment le français et l'anglais — apparaît comme une stratégie consciente d'accumulation de capital linguistique. Ces langues sont associées à l'emploi, à la mobilité internationale et à la réussite sociale.

Cependant, une approche pédagogique du marché linguistique invite aussi à reconnaître la valeur des langues locales et vernaculaires, non pas comme des obstacles, mais comme des

ressources identitaires et communicatives essentielles. Comprendre le marché linguistique, c'est donc apprendre à analyser les rapports de force entre langues, sans hiérarchisation naturelle, mais comme le produit de choix politiques, historiques et sociaux.

Essais et recherches

1. Langues, pouvoir et prestige

1. Comment le marché sert-il de révélateur des rapports de pouvoir entre langues ?
2. En quoi certaines langues ou variétés linguistiques dominant-elles dans les espaces commerciaux urbains ?

2. Plurilinguisme et stratégies communicationnelles

1. Quelles stratégies linguistiques utilisent les vendeurs et clients pour se faire comprendre dans un contexte multilingue ?
2. Comment le code-switching, la simplification ou l'emprunt linguistique fonctionnent-ils dans les interactions commerciales ?
3. Les langues minoritaires sont-elles marginalisées ou peuvent-elles devenir un atout commercial ?

3. Stigmatisation et valorisation des langues

1. Dans quelle mesure certaines langues ou variétés sont-elles stigmatisées sur le marché ?
2. Comment les perceptions sociales influencent-elles les choix linguistiques dans la vente ?

4. Marché, urbanisation et ségrégation linguistique

1. Le marché urbain reproduit-il des inégalités sociolinguistiques ou contribue-t-il à les atténuer ?
2. Comment la mobilité et la concentration d'acteurs linguistiques divers sur le marché favorisent-elles ou limitent-elles l'intégration linguistique ?

3. Peut-on parler d'un marché ségrégué linguistiquement selon les zones, produits ou communautés ?

5. Innovation linguistique et créativité

1. Le marché peut-il être un espace de création et de néologie linguistique ?
2. Comment les langues interagissent-elles pour produire de nouvelles formes linguistiques fonctionnelles ?

6. Perspectives comparatives

- Comment les marchés urbains dans différents pays (ex. Algérie, France, Espagne) révèlent-ils la diversité des politiques linguistiques locales et de leur impact sur la vie quotidienne ?

III.3. Les politiques linguistiques : concepts, enjeux et pratiques

Les situations de bi- ou plurilinguisme ne se limitent pas à un objet d'étude pour la sociolinguistique. Elles représentent également des réalités vécues par les communautés et, surtout, des enjeux que les États doivent gérer. Chaque société plurilingue adopte, volontairement ou non, des mesures visant à organiser, protéger, diffuser ou hiérarchiser les langues présentes sur son territoire. Ces mesures constituent ce que l'on appelle la politique linguistique, laquelle reflète à la fois l'histoire, la culture et les rapports de pouvoir propres à chaque société.

Dans le contexte algérien, par exemple, l'État post-indépendance a dû gérer la coexistence de l'arabe classique, du français, de l'arabe dialectal et des langues berbères. Les décisions prises en matière d'enseignement, de médias ou d'administration illustrent parfaitement l'exercice concret d'une politique linguistique et ses conséquences sur les pratiques sociales et identitaires.

- Définition du concept

Selon Louis-Jean Calvet, la politique linguistique peut se définir comme : « *un ensemble des choix conscients concernant les rapports entre langue(s) et vie sociale* » (Calvet, 1993, p. 110).

Autrement dit, lorsqu'un État décide quelles langues doivent être enseignées, promues ou codifiées, il exerce une politique linguistique. Ces choix peuvent concerner une seule langue

officielle, plusieurs langues co-officielles ou encore des minorités linguistiques. Des institutions internationales, telles que l'UNESCO, le Conseil de l'Europe ou la Francophonie, participent également à la mise en œuvre de politiques linguistiques, qu'elles soient de défense, de promotion ou de planification.

- **Gestion des langues : la planification linguistique**

Calvet distingue la politique linguistique de la planification linguistique :

« *La planification linguistique est la recherche et la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'application d'une politique linguistique* » (Calvet, 1987, pp. 154-155).

Autrement dit, la planification est le passage à l'acte. Elle concerne la codification des langues, la définition de normes, l'orthographe, la création de néologismes, mais aussi la régulation des usages dans la société. Selon les contextes, les sociolinguistes parlent également d'aménagement linguistique (Québec) ou de normalisation linguistique (Catalogne).

Les interventions peuvent viser différents aspects :

a. **L'identité structurale d'une langue**

Cela concerne la codification et la standardisation. Par exemple, en Algérie, l'arabe classique a été promu comme langue officielle après l'indépendance, tandis que le français a été relégué au rang de langue étrangère enseignée à l'école. La standardisation vise à moderniser, purifier ou défendre la langue.

Exemple comparatif : la réforme de l'écriture chinoise de 1955, qui a simplifié les caractères pour faciliter l'apprentissage, illustre comment l'État peut intervenir sur la structure d'une langue.

b. **Le lexique**

L'État ou les institutions peuvent créer de nouveaux mots (néologie) pour combler les lacunes d'une langue dans certains domaines ou remplacer certains termes existants.

Exemple historique : la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk (1923) a remplacé les mots d'origine arabe et perse par des équivalents turcs et a modifié l'alphabet pour latiniser la langue.

Exemple algérien : après 1962, des termes français dans l'enseignement ou l'administration ont été remplacés par des équivalents en arabe standard (ex. *ministere*, *école*) ou par des néologismes.

c. **Les usages socioculturels et territoriaux**

Une langue peut être promue ou protégée dans certains contextes géographiques ou institutionnels.

Exemple comparatif : la Norvège a développé le bokmål et le nynorsk après avoir subi des siècles de domination danoise, pour affirmer son identité nationale.

Exemple algérien : les langues berbères ont longtemps été marginalisées, mais depuis les réformes de 2002 et 2016, elles ont obtenu un statut officiel et un enseignement dans certaines régions, ce qui relève d'une planification sociolinguistique.

d. Double visée : linguistique et sociolinguistique

La politique linguistique ne se limite pas à la langue elle-même. Elle peut viser à :

- transformer le lexique ou la structure grammaticale,
- réguler les pratiques sociales de communication,
- renforcer l'identité et la cohésion nationale.

Exemple catalan : après la mort de Franco, la Catalogne a instauré un bilinguisme non diglossique, permettant à tous les élèves d'apprendre le catalan et le castillan, et imposant la langue catalane dans l'espace public. Cette intervention combinait planification linguistique et objectif politique (reconquête de l'identité régionale).

En Algérie, on observe des effets similaires : l'État a cherché à promouvoir l'arabe classique tout en maintenant le français dans certains secteurs, produisant une situation hybride où la politique linguistique vise autant la normalisation linguistique que l'organisation sociale des usages.

- Aspects glottopolitiques : techniques et juridiques

La mise en œuvre d'une politique linguistique repose sur deux principes fondamentaux :

1. **Principe de personnalité** : le choix de la langue relève des droits individuels, et chaque citoyen doit pouvoir utiliser librement la ou les langues qu'il maîtrise.
2. **Principe de territorialité** : le plurilinguisme peut être organisé selon des zones géographiques spécifiques (régions, communes, provinces).

Ces principes sont souvent mis en tension, car il faut concilier la liberté individuelle avec la cohérence territoriale et institutionnelle. L'exemple algérien illustre cette complexité : la coexistence de l'arabe, du français et des langues amazighes nécessite une articulation entre droits individuels et politiques linguistiques nationales.

- La « néologie défensive » de la France face à l'anglo-américain (1972-1994)

La France a progressivement pris conscience, dans la seconde moitié du XX^e siècle, de la nécessité de défendre sa langue face à l'influence croissante de l'anglais, et plus particulièrement de l'anglo-américain. Cette prise de conscience a conduit à l'adoption d'une

politique linguistique spécifique, caractérisée par la création d'institutions et de dispositifs juridiques chargés de veiller à l'enrichissement et à la défense de la langue française.

Le décret de 1966 marque un tournant en instituant le « Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française ». Il s'agissait de la première initiative officielle permettant de structurer la protection de la langue à l'échelle nationale. Ce comité avait pour rôle d'orienter les actions de l'État et de proposer des mesures pour limiter l'emprise de l'anglais dans les secteurs administratifs, économiques et culturels.

Le dispositif prend une dimension concrète avec le décret du 7 janvier 1972, intitulé « relatif à l'enrichissement de la langue française », qui prévoit la mise en place de commissions ministérielles de terminologie.

Ces commissions ont pour mission de recenser les emprunts linguistiques à l'anglais, d'évaluer leur pertinence et, le cas échéant, de proposer des termes français alternatifs. L'objectif est de maintenir la cohérence et l'intégrité de la langue, tout en offrant aux locuteurs des équivalents compréhensibles et adaptés à l'usage contemporain.

Cette politique se traduit ensuite par la loi Bas-Lauriol (1975) et la loi Toubon (1994), qui encadrent juridiquement l'usage de la langue française dans les secteurs publics et privés. La loi Bas-Lauriol impose l'emploi de la langue française dans les documents commerciaux, les publicités, les factures et les instructions d'utilisation, interdisant l'usage de termes étrangers lorsque des équivalents français existent. La loi Toubon élargit ce cadre à cinq domaines essentiels : l'information des consommateurs, le monde du travail, l'enseignement, l'audiovisuel et les manifestations scientifiques.

Entre 1966 et 1993, 94 textes réglementaires, dont 48 arrêtés et circulaires, sont adoptés pour encadrer la terminologie. Ces textes témoignent de l'investissement étatique dans la protection et l'enrichissement de la langue, notamment dans le cadre de la francophonie, considérée comme un territoire linguistique et géopolitique à défendre.

- **La notion de « néologie défensive »**

Le linguiste Claude Hagège a introduit le terme de « néologie défensive » pour qualifier cette politique linguistique spécifique. Il s'agit d'une approche proactive visant à créer de nouveaux mots ou expressions en français afin de remplacer les emprunts anglais, particulièrement dans les domaines technique, scientifique et médiatique.

Hagège note toutefois les limites de cette approche : « Parfois, on a abouti à des innovations qui paraissent en voie d'être consacrées par l'usage chez les gens de métier : cadreur et

perchiste par exemple, rendent aujourd'hui assez précaire la position de cameramen et celle de perchman... De même, le mot baladeur fait de plus en plus sûrement son chemin, il est clair que spot [n'est pas vraiment menacé par message publicitaire]... » (Hagège, 1987, pp. 150-152)

Cette observation souligne que la réussite de la néologie défensive dépend de l'acceptation sociale et professionnelle des termes proposés. Les mots qui s'imposent durablement sont ceux qui répondent aux besoins concrets des utilisateurs et s'intègrent facilement aux pratiques langagières.

Exemples de réussites : logiciel, puce, monospace, covoiturage, VTT. Exemples moins convaincants ou fragiles : présonorisation, exclusivité, spectacle solo, play-back, one man show.

- **Mise en œuvre et acteurs institutionnels**

Le décret de 1972 institue les commissions de terminologie. Leur rôle est double :

- Recenser et proposer des termes français pour remplacer les anglicismes.
- Coordonner et harmoniser les usages terminologiques entre les différents ministères et secteurs d'activité.

En 1996, un décret vient renforcer ce dispositif en créant la Commission générale de terminologie et de néologie, fixant clairement le rôle de l'Académie française dans l'approbation des termes proposés : « *Les termes, expressions et définitions proposées par la Commission générale ne peuvent être publiés au Journal officiel sans l'accord de l'Académie française.* ». Cette étape marque une formalisation juridique et symbolique de la politique linguistique française, en consolidant les missions de contrôle et de standardisation de la langue.

- **Enjeux et débats autour de la néologie défensive**

La politique française a suscité de nombreux débats, tant au niveau national qu'international. Selon le sondage d'opinion (SOFRES, 1995) : 23 % des Français étaient favorables à l'interdiction des mots étrangers dans l'espace public, tandis que 71 % s'y opposaient, estimant que la langue doit pouvoir s'enrichir par des emprunts.

P. Trescases souligne que la néologie défensive peut être perçue comme une réaction à l'« américanisation » de la société, révélant des tensions culturelles et symboliques.

Quant à Michel Chansou insiste sur la nécessité pour les commissions de se baser sur l'observation réelle des usages, afin que la néologie soit efficace et adaptée à l'évolution des pratiques professionnelles et sociales.

Ces débats montrent que la politique linguistique n'est pas seulement une affaire de mots, mais reflète des enjeux sociaux, culturels et économiques : la langue devient un instrument de pouvoir symbolique, un vecteur d'identité nationale et un outil de régulation des pratiques.

Essais et recherches

- Politiques linguistiques et identité en Algérie

- Quel est l'impact de la politique linguistique post-indépendance sur l'identité nationale : arabe, français et tamazight.
- Monolinguisme officiel vs plurilinguisme réel : quelles pratiques linguistiques dans les espaces urbains et ruraux ?
- La place du français en Algérie contemporaine : langue de prestige, langue de communication internationale ou vestige colonial ?

- Langues et éducation

- L'enseignement du tamazight dans le système scolaire algérien : enjeux, réussites et limites.
- Éducation bilingue ou trilingue : comment les politiques linguistiques influencent-elles la scolarisation dans les zones urbaines et rurales ?
- Les programmes d'apprentissage du français et de l'arabe classique : tension entre langue de prestige, langue nationale et langue étrangère.

- Marché linguistique et emploi

- L'impact des choix linguistiques sur l'accès au marché du travail : le français comme outil de mobilité sociale.
- Plurilinguisme et migration : rôle des compétences linguistiques dans l'insertion professionnelle des Algériens en Europe.
- La valorisation économique des langues locales et régionales : exemple du tamazight et des dialectes urbains dans les métiers culturels et touristiques.

- Langue, médias et communication

- Quel rôle joue les médias dans la valorisation ou la marginalisation du français, de l'arabe dialectal et du tamazight.
- Les politiques linguistiques audiovisuelles : télévision, radio et réseaux sociaux en Algérie.
- Les pratiques linguistiques dans la publicité et le marketing : impact des lois sur l'usage du français et de l'arabe.

III.4. Monolinguisme et plurilinguisme des États : le cas de l'Europe

Le monde connaît aujourd'hui environ cinq mille langues en usage, ce qui confirme que le plurilinguisme constitue la situation la plus répandue dans les États contemporains, contrairement au monolinguisme, qui reste relativement marginal. La diversité linguistique des États entraîne des défis multiples, allant de la reconnaissance officielle des langues à la planification linguistique et à la mise en place d'institutions adaptées à la gestion de cette diversité.

Pour comprendre ces variations, le psychosociolinguiste espagnol Miguel Siguán propose, dans son ouvrage *L'Europe des langues* (1996), une typologie des États européens en fonction de leur traitement glottopolitique, c'est-à-dire leur manière de gérer juridiquement et institutionnellement les langues présentes sur leur territoire. Siguán distingue cinq types principaux :

1. Le monolinguisme, où un seul code linguistique est reconnu.
2. La tolérance envers les minorités linguistiques, où certaines langues non officielles bénéficient d'une reconnaissance limitée.
3. L'autonomie linguistique, qui permet à certaines communautés de gérer leurs propres langues dans des zones définies.
4. Le fédéralisme linguistique, où plusieurs langues coexistent avec des statuts différenciés selon les régions.

5. Le plurilinguisme institutionnel, caractérisé par la reconnaissance et la gestion officielle de plusieurs langues au niveau national.

Siguán souligne toutefois que cette typologie ne reflète pas la complexité des situations réelles, car certains États se situent entre ces catégories. Il propose donc une échelle graduelle du monolingue intégral au plurilinguisme intégral, illustrant les degrés de reconnaissance et de protection des langues dans chaque pays.

1. Le Portugal : un monolingue quasi total

Le Portugal, bien que voisin de l'Espagne et ayant des contacts limités avec l'espagnol à ses frontières, est considéré comme essentiellement monolingue. La langue officielle, le portugais, domine tous les secteurs de la vie publique, et aucune minorité linguistique ne bénéficie d'une reconnaissance significative. Le pays illustre le modèle classique d'un État monolingue, où la langue nationale constitue le seul vecteur de l'administration, de l'enseignement et des médias.

2. La France : un monolingue officiel face à un plurilinguisme réel

La France se proclame officiellement monolingue, conformément à l'article 2 de sa Constitution : « *La langue de la République est le français.* »

Cependant, la réalité sociolinguistique révèle un plurilinguisme latent et complexe :

- Langues régionales : le breton, le basque, le catalan, l'occitan et le corse.
- Langues minoritaires ou immigrées : berbère, arabe dialectal, yiddish.
- Langues ultramarines : créoles, langues amérindiennes, langues kanak en Nouvelle-Calédonie, etc.

La loi Deixonne (1951) représente une première reconnaissance juridique des langues régionales, permettant leur enseignement dans certaines écoles. Cependant, la mise en œuvre a longtemps été limitée, faute de soutien politique et financier. La signature par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1999) a constitué un pas supplémentaire, prévoyant l'inventaire des soixante-quinze langues parlées par les ressortissants français, y compris celles hors métropole.

Malgré cela, Henri Boyer souligne que la France n'a pas encore réellement normalisé ou intégré ces langues dans les politiques publiques et l'enseignement, et que la ratification de la Charte reste incomplète dans ses effets pratiques.

3. La Grande-Bretagne : une tolérance institutionnelle

Le Royaume-Uni illustre une tolérance envers certaines minorités linguistiques. Bien que l'anglais reste la seule langue officielle, le gallois bénéficie d'un statut reconnu depuis la loi linguistique de 1967 :

- Utilisation dans l'administration et la justice.
- Présence dans les médias et l'enseignement primaire (20 % des élèves en 1996).
- Dynamique culturelle et revendicative favorisant son maintien et son développement.

Cette situation démontre comment une langue minoritaire peut coexister avec une langue dominante grâce à des mesures institutionnelles ciblées, sans pour autant que l'État adopte un véritable plurilinguisme.

3. L'Italie : un plurilinguisme territorialisé

L'Italie présente un stade intermédiaire entre monolingue et plurilinguisme institutionnel. Outre l'italien, environ douze langues régionales coexistent, dont le sarde, le frioulan, le ladin, l'occitan, le catalan et l'allemand dans certaines provinces. Seules deux langues bénéficient d'un statut co-officiel garanti par l'État :

- Français au Val d'Aoste.
- Allemand dans le Tyrol du Sud.

Ces langues sont utilisées dans l'enseignement, l'administration et les médias, et leur reconnaissance juridique est souvent liée à un pourcentage élevé de locuteurs dans le territoire concerné. L'Italie illustre ainsi un plurilinguisme limité et territorialisé, où l'État reconnaît certaines langues minoritaires sans généraliser cette reconnaissance à l'ensemble du territoire national.

5. L'Espagne : un fédéralisme linguistique

L'Espagne représente un modèle de fédéralisme linguistique, où le plurilinguisme est territorialement différencié :

- Catalogne : catalan co-officiel, mise en place d'une loi de normalisation linguistique (1983) et de la loi de politique linguistique (1998), visant à établir le catalan comme langue prioritaire de la région.
- Galice : galicien co-officiel, mais faible dynamisme sociolinguistique dû à une perception stigmatisante (langue rurale) malgré une forte proportion de locuteurs.
- Pays basque : Euskara co-officiel, soutenu par des politiques linguistiques volontaristes.

Ces exemples illustrent comment la mobilisation politique, le volontarisme local et l'implication citoyenne déterminent la réussite ou l'échec de la reconnaissance et de la normalisation d'une langue minoritaire.

6. La Finlande : un plurilinguisme institutionnel territorialisé

En Finlande, le suédois et le finnois sont co-officiels depuis 1919, tandis que le sami n'a obtenu reconnaissance qu'en 1991-1992. Le bilinguisme institutionnel est largement territorialisé, basé sur la proportion de locuteurs dans chaque commune :

- Monolingue officiel si la minorité est inférieure à 8 % ou à 3 000 personnes.
- Bilinguisme officiel si la minorité atteint au moins 8 % ou 3 000 personnes.
- Maintien obligatoire du bilinguisme même si la minorité tombe en dessous de 6 %, sauf décision contraire de la commune.

Cette régulation fine permet une gestion pragmatique et flexible des langues dans l'administration et l'enseignement.

7. Luxembourg : un trilinguisme équilibré

Le Luxembourg constitue un exemple rare de trilinguisme institutionnel équilibré :

- Luxembourgeois : langue nationale, utilisée à l'oral dans les interactions quotidiennes.
- Français : langue officielle dominante dans l'enseignement et les inscriptions publiques.
- Allemand : langue de lecture et de communication écrite informelle.

Le système éducatif luxembourgeois illustre un plurilinguisme structuré et progressif :

- Maternelle : luxembourgeois à l'oral.

- Début du primaire : enseignement de la lecture et de l'écriture en allemand.
- Un an plus tard : introduction du français.

Ce modèle permet aux trois langues de coexister dans un équilibre fonctionnel, tout en répondant aux besoins de communication, d'enseignement et d'identité nationale.

L'analyse des situations glottopolitiques européennes montre que le plurilinguisme est la norme, mais qu'il prend des formes variées selon les contextes historiques, politiques et territoriaux. Les facteurs déterminants sont :

- Le volontarisme politique et la législation.
- La mobilisation des communautés linguistiques.
- La territorialisation du plurilinguisme, qui définit les zones de reconnaissance et d'usage des langues minoritaires.

Essais et recherches

- Monolinguisme, tolérance, autonomie linguistique, fédéralisme linguistique, plurilinguisme institutionnel. Est-ce cette typologie de Siguan est toujours pertinente en 2025 ?
- Comparaison entre l'échelle de Siguán et la réalité linguistique actuelle : comment situer des pays comme la Belgique et la Suisse ?
- La France comme État officiellement monolingue : quelles pratiques linguistiques réelles au niveau régional et dans les DOM-TOM ?
- La Grande-Bretagne et le gallois : monolinguisme de façade ou plurilinguisme réel ?
- La reconnaissance juridique des langues minoritaires en Europe : quel impact sur l'enseignement, la justice et les médias ?
- Éducation bilingue ou multilingue en Europe : analyse comparative des programmes dans les pays fédéraux et régionaux.
- Quels sont les effets de la politique linguistique sur la réussite scolaire et l'inclusion sociale.

CHAPITRE IV

CHAPITRE IV : LA SOCIOLINGUISTIQUE URBAINE

Avant d'aborder les spécificités de la sociolinguistique urbaine, il est utile de rappeler que l'étude des langues ne peut se dissocier des contextes sociaux dans lesquels elles s'inscrivent. La sociolinguistique générale offre un cadre conceptuel pour comprendre les interactions entre langue et société, les variations linguistiques selon les groupes sociaux, et les processus d'évolution et de diffusion des normes. Cependant, la ville constitue un terrain particulier où ces interactions prennent des formes amplifiées et souvent contrastées.

En Algérie, par exemple, les villes comme Alger, Oran ou Constantine sont des lieux de concentration de populations très diverses : des habitants de milieux urbains anciens côtoient des populations venues de zones rurales ou de petites villes, tandis que des migrants internes ou internationaux apportent leurs langues et pratiques culturelles. Cette diversité se traduit par un métissage linguistique intense, où l'arabe dialectal, le français, le berbère (tamazight) et d'autres langues minoritaires coexistent dans l'espace public, dans les écoles, les administrations, les marchés, et même dans les interactions quotidiennes.

Mais la ville est aussi un espace de hiérarchisation et de ségrégation linguistique. Certaines pratiques ou variétés sont valorisées, notamment celles associées à l'éducation, aux médias ou aux quartiers centraux, tandis que d'autres sont perçues comme moins prestigieuses, souvent liées aux périphéries ou aux populations issues de migrations rurales. À Alger, par exemple, le français tend à être associé aux quartiers huppés et à l'enseignement supérieur, tandis que les parlers populaires ou les formes hybrides arabe-français des quartiers périphériques sont parfois stigmatisés ou considérés comme « inférieurs ».

C'est dans cette perspective que se développe la sociolinguistique urbaine, qui étudie la ville non seulement comme un espace de vie, mais comme un acteur social structurant et normatif des pratiques linguistiques. Elle permet de saisir les mécanismes de diffusion, de valorisation, de marginalisation et d'innovation linguistique propres aux environnements urbains, et offre des outils méthodologiques pour analyser le lien entre dynamique urbaine et variations linguistiques.

IV.1. « Sociolinguistique urbaine » et « sociolinguistique générale »

La sociolinguistique, telle que définie par des auteurs de référence comme Louis-Jean Calvet (1993), Marcellesi (2003), Blanchet, Calvet et Robillard (2007), et Blanchet (2012, 2013), constitue une discipline fondamentale au sein des sciences du langage. Elle se distingue par son approche

interdisciplinaire et sociale, qui envisage la langue non pas comme un simple système abstrait, mais comme une pratique sociale intégrée aux multiples dimensions de la vie humaine : culturelle, éducative, économique, politique, voire symbolique. En d'autres termes, toute pratique linguistique est inséparable des contextes sociaux qui la produisent, la régulent ou la transforment, et réciproquement, les dynamiques sociales ne peuvent être comprises indépendamment de leurs dimensions linguistiques.

À ce titre, la sociolinguistique générale vise à analyser les relations entre langue et société, en étudiant notamment :

- Les variations linguistiques selon les groupes sociaux (classes, genres, âges, milieux professionnels) ;
- les phénomènes de contact et de concurrence entre langues ou variétés linguistiques ;
- les effets des politiques linguistiques sur l'usage et la perception des langues ;
- les processus d'innovation, de normalisation ou de marginalisation des pratiques langagières.

Ce vaste champ théorique et méthodologique comprend des travaux pluridimensionnels : certains se concentrent sur l'étude purement linguistique des variations, d'autres adoptent une approche sociologique, tandis que d'autres encore construisent des modèles théoriques explicatifs. Les études de terrain, souvent localisées dans des contextes spécifiques, permettent de vérifier, d'enrichir et de nuancer ces modèles théoriques, en s'inscrivant toujours dans un cadre sociolinguistique rigoureux.

Cependant, la sociolinguistique générale rencontre ses limites lorsqu'il s'agit d'appréhender des espaces particulièrement complexes et dynamiques, tels que les villes. La ville est à la fois un lieu de concentration humaine et de pluralité linguistique, un espace où se croisent des populations diverses, locales ou migrantes, et où se nouent des rapports sociaux multiples. Elle constitue un laboratoire naturel des pratiques linguistiques, car les interactions y sont plus intenses et les contacts entre langues et variétés plus fréquents que dans les espaces ruraux ou homogènes.

C'est dans cette perspective qu'est née la sociolinguistique urbaine, initiée par Thierry Bulot et développée à partir des travaux de Louis-Jean Calvet sur la ville. Cette approche ne se contente pas d'étudier la langue dans la ville ; elle considère la ville comme un acteur social qui produit, structure et transforme les pratiques linguistiques. La sociolinguistique urbaine s'intéresse ainsi à la distribution des langues et des variétés dans l'espace urbain, à la valorisation ou à la stigmatisation de certains usages, aux effets de ségrégation sociale et linguistique, aux processus d'innovation, ainsi qu'aux dispositifs normatifs implicites et explicites qui régulent la langue en ville.

En Algérie, la sociolinguistique urbaine a connu un essor notable, avec des recherches menées dans des villes comme Alger, Oran ou Constantine. Ces études mettent en évidence :

- La coexistence de plusieurs langues et variétés, telles que le français, l'arabe dialectal, le berbère (tamazight) et diverses langues minoritaires ;
- L'influence des migrations internes et internationales, qui accroît le plurilinguisme urbain et favorise l'apparition de nouvelles formes hybrides ;
- La hiérarchisation sociale des langues, où certaines pratiques linguistiques (souvent associées à l'éducation, aux classes dominantes ou aux quartiers centraux) sont valorisées, tandis que d'autres (provenant de périphéries ou de communautés rurales) sont stigmatisées ou minorisées.

Ainsi, la sociolinguistique urbaine constitue une extension et un approfondissement de la sociolinguistique générale : elle enrichit la compréhension des phénomènes sociaux et linguistiques en montrant que la ville n'est pas seulement un espace de résidence, mais un vecteur actif des transformations linguistiques et sociales. Elle permet également d'articuler analyse théorique et intervention pratique, en informant des politiques linguistiques, des pratiques éducatives et des actions visant à réduire les inégalités et les discriminations liées à la langue.

En somme, la sociolinguistique urbaine offre une vision dynamique et concrète de la langue dans la société, où les interactions, les tensions, les innovations et les hiérarchies linguistiques sont étudiées dans leur contexte réel et mouvant, donnant ainsi un nouvel élan à la sociolinguistique générale.

IV.2. La ville comme centre normatif et espace de légitimation linguistique

Les recherches en sociolinguistique historique et contemporaine montrent que les normes linguistiques dominantes, ou normes de prestige, se construisent majoritairement dans les villes. Cette tendance s'observe dans de nombreux contextes géographiques et historiques et ne se limite pas au domaine linguistique : elle concerne également les normes sociales, culturelles et économiques. Depuis les années 1970, des études sociolinguistiques approfondies, qu'elles soient centrées sur des cas particuliers ou sur des synthèses à grande échelle, confirment que les formes standardisées de la langue, considérées comme légitimes et prestigieuses, trouvent leur origine dans les pratiques linguistiques des classes sociales urbaines dominantes, notamment l'aristocratie et la grande bourgeoisie.

Cette centralité de la ville dans la production normative est étroitement liée à la concentration du pouvoir politique, économique et symbolique dans les espaces urbains. Les capitales et grandes villes sont en effet les lieux où s'élaborent les discours officiels, les codes administratifs, les normes éducatives et les modèles culturels valorisés. La diffusion des langues dominantes au-delà de leurs zones géographiques d'origine passe ainsi par les villes et leurs institutions, qui servent de vecteurs et de relais pour la standardisation et l'imposition des formes linguistiques considérées comme prestigieuses.

Un exemple historique probant est celui du français. Le français standard ne s'est pas imposé immédiatement sur tout le territoire français : il a d'abord pénétré les pratiques linguistiques urbaines de villes comme Rouen, Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Toulouse ou Marseille, avant de se diffuser progressivement dans les zones rurales. L'introduction de la langue dans ces régions se faisait surtout à l'oral et selon un rythme très variable, allant du XVI^e siècle pour Lyon et Bordeaux au XIX^e siècle pour Marseille. Cette dynamique s'observe également dans le contexte algérien, où le français reste beaucoup plus présent dans les grandes villes comme Alger, Marrakech ou Rabat que dans les zones rurales ou montagneuses comme les Aurès ou l'Atlas.

À l'inverse, les variétés linguistiques rurales ou perçues comme telles ont longtemps été minorées et stigmatisées, non seulement dans l'usage social mais aussi dans l'imaginaire collectif urbain. Les langues ou dialectes ruraux sont souvent associés à des qualificatifs péjoratifs tels que « plouc », « pédzouille », « cul-terreux » ou « paysan ». Le terme « patois », utilisé pour désigner ces formes linguistiques, illustre parfaitement ce phénomène de dévalorisation : selon le Trésor de la langue française (CNRS), il renvoie à un parler essentiellement oral, limité à un espace géographique restreint, dépourvu de statut culturel stable, ou encore à un langage obscur ou difficilement intelligible.

Cette polarisation entre ville et campagne a des conséquences profondes sur la construction sociale et symbolique de la langue. Les villes se sont imposées comme des centres normatifs : elles définissent les modèles linguistiques à suivre, les formes légitimes à enseigner et à utiliser dans les institutions officielles, tandis que les pratiques rurales, orales et locales sont assignées à une position secondaire, parfois dévalorisée, parfois ignorée. Ce processus participe à la hiérarchisation des variétés linguistiques, où prestige et légitimité se concentrent dans l'espace urbain, renforçant les inégalités sociales et culturelles entre zones urbaines et zones rurales.

Ainsi, l'étude de la ville comme centre normatif révèle que la standardisation linguistique n'est pas un processus neutre ou spontané, mais le produit d'interactions sociales

complexes, de rapports de pouvoir et de stratégies symboliques qui associent prestige, modernité et pouvoir aux espaces urbains. Cette perspective constitue un point d'ancrage essentiel pour comprendre la dynamique des langues dans les sociétés contemporaines et l'importance de la sociolinguistique urbaine dans l'analyse des phénomènes linguistiques.

IV.3. La ville comme lieu de diversité linguistique et de métissage sociolinguistique

Les recherches en sociolinguistique urbaine ont largement confirmé que la ville constitue, dans le domaine des langues, un espace complexe et ambivalent. Elle est à la fois un centre de concentration et de diversité linguistique, un lieu d'innovation linguistique mais aussi un espace de hiérarchisation, d'exclusion et de stigmatisation linguistique. Ces observations montrent que les phénomènes sociolinguistiques ne peuvent être dissociés des phénomènes sociaux globaux et que la ville agit comme un microcosme des rapports sociaux, politiques et économiques à travers la langue.

- Les terrains d'observation et les méthodologies

Des travaux pionniers réalisés par Louis-Jean Calvet et Thierry Bulot ont permis de cartographier et d'analyser ces dynamiques linguistiques dans différents contextes urbains. Leurs enquêtes se sont concentrées sur plusieurs types de lieux :

- Les quartiers populaires, souvent marqués par une forte présence de communautés linguistiques diverses, qu'elles soient d'origine immigrée, rurale ou autochtone.
- Les espaces publics et d'interaction tels que les marchés, les transports en commun, les places publiques et les établissements scolaires, où se manifestent des contacts linguistiques quotidiens.
- Les espaces visibles et symboliques de la ville, notamment les affichages officiels et commerciaux, les enseignes de magasins, les noms de rues, les publicités, les panneaux d'information, où la langue devient un vecteur de pouvoir et de légitimité.

La méthodologie employée par ces sociolinguistes allie observation directe, relevés photographiques et sonores, cartographie des pratiques linguistiques et entretiens avec les habitants. Cette approche permet de saisir les interactions concrètes entre langues, groupes sociaux et espaces urbains, et d'identifier les mécanismes de valorisation ou de stigmatisation linguistique.

- La ville comme creuset de pluralité et d'innovation linguistique

D'une part, la ville agit comme un magnétiseur de populations provenant de territoires géographiques et socioculturels variés. Les migrations rurales vers les villes, les flux migratoires internationaux, les réfugiés climatiques ou politiques contribuent à accroître la diversité linguistique urbaine.

Ce brassage génère des contacts intenses entre langues et variétés linguistiques, favorisant l'émergence de formes hybrides et innovantes. Par exemple :

- L'arabe algérien urbain, influencé par les parlers ruraux et les apports migratoires, se distingue des variantes traditionnelles parlées dans les campagnes.
- Dans certains quartiers de Marseille, des formes particulières du français sont nées du contact entre un français régionalisé, le français des migrants maghrébins et subsahariens, et les langues d'origine des habitants, donnant naissance à un français urbain pluriel, riche en néologismes, en emprunts et en structures syntaxiques hybrides.

Ces innovations linguistiques sont autant des marqueurs d'identité que des instruments d'intégration ou de distinction sociale dans les quartiers urbains.

- **La ville comme espace de ségrégation et de hiérarchisation linguistique**

D'autre part, la ville peut être envisagée comme un lieu de séparation linguistique et sociale. L'urbanisation ne crée pas uniquement des espaces de métissage : elle produit aussi des hiérarchies linguistiques et des clivages sociaux. Certains quartiers deviennent associés à des variétés linguistiques stigmatisées, tandis que d'autres zones, généralement centrales ou prestigieuses, diffusent les formes linguistiques valorisées et normées. Cette dualité se traduit par une géographie sociale de la langue :

- Les quartiers populaires ou périphériques peuvent voir leurs langues et variantes dévalorisées, jugées « patois », « argot » ou « langue de banlieue ».
- Les zones urbaines centrales ou aisées imposent des normes linguistiques prestigieuses, influençant les pratiques éducatives, administratives et médiatiques.

Ainsi, la ville reflète les rapports de pouvoir et les inégalités sociales à travers la distribution spatiale des langues et des variétés, phénomène largement étudié par Thierry Bulot à Rouen, où il a montré la séparation linguistique entre rive gauche et vieille ville.

- **Enjeux sociopolitiques et implications pour la sociolinguistique**

La double fonction de la ville – métissage linguistique et ségrégation – pose des enjeux majeurs pour la sociolinguistique :

- a. Comprendre les mécanismes de contact et de transformation linguistique : la ville devient un laboratoire naturel pour observer les dynamiques de bilinguisme, de plurilinguisme et de création de nouvelles formes linguistiques.
- b. Identifier les processus de stigmatisation et d'inégalités : la ségrégation linguistique reflète et reproduit les inégalités sociales, économiques et culturelles.
- c. Orienter les politiques linguistiques et éducatives : les études urbaines permettent de mieux concevoir des dispositifs d'enseignement et d'intégration linguistique dans des contextes plurilingues.

En conclusion, la ville apparaît comme un espace paradoxal, simultanément source de diversité et de conflit linguistique, d'innovation et de marginalisation, faisant de la sociolinguistique urbaine une discipline centrale pour la compréhension des liens entre langue, société et espace.

IV.4. L'urbanisation comme ségrégation sociolinguistique

L'étude sociolinguistique et sociodiscursive de l'urbanisation a été profondément développée, théorisée et dynamisée par le sociolinguiste français Thierry Bulot. Contrairement aux approches antérieures qui considéraient la ville comme un simple cadre où les pratiques linguistiques existaient, Bulot propose de considérer l'urbanisation comme un processus social dynamique qui construit, organise et réorganise la ville en permanence. La ville n'est donc pas seulement un lieu physique ou un espace habité, mais un acteur social dans lequel se produisent et se reproduisent des hiérarchies et des inégalités linguistiques.

- Méthodologie et approche interdisciplinaire

La méthode de Bulot repose sur l'analyse des discours sur la ville, des usages linguistiques dans différents espaces, et de la répartition des langues dans la ville, que ce soit dans la communication orale, écrite ou visuelle. Les supports étudiés comprennent :

- Les affichages officiels et commerciaux, panneaux de signalisation, noms de rues, publicités, enseignes et inscriptions dans les transports.

- Les pratiques sociales et interactionnelles dans les quartiers, marchés, écoles, lieux de travail et transports publics.
- Les discours des habitants et des acteurs institutionnels, qui révèlent les perceptions de prestige ou de marginalité liées aux langues et aux variétés linguistiques.

Cette approche s'appuie sur une interdisciplinarité marquée, croisant la sociolinguistique avec la géographie sociale, l'urbanisme et la sociologie. Elle permet de comprendre non seulement les usages linguistiques, mais également les mécanismes sociaux et spatiaux qui structurent la ville.

- **La ville comme espace de densité et de mobilité**

Les travaux de Bulot montrent que la ville est un espace social limité mais densément peuplé, où la mobilité est valorisée et perçue comme un marqueur de modernité. Cette densité favorise les interactions linguistiques, mais elle amplifie également les rapports de domination et d'exclusion. Les populations, qu'elles soient issues des migrations rurales ou internationales, se trouvent confrontées à des dynamiques de valorisation ou de marginalisation linguistique selon leur lieu d'habitation et leurs pratiques langagières.

- **La ségrégation linguistique dans l'espace urbain**

La ville devient ainsi un lieu de ségrégation linguistique, où les langues et les variétés sont distribuées de manière inégale et hiérarchisée. Bulot illustre ce phénomène à travers ses recherches sur la ville de Rouen :

- Rive gauche : concentration de milieux populaires, usage des parlers ruraux, présence de langues immigrées, pratiques linguistiques perçues comme « dévalorisées ».
- Vieille ville et quartiers aisés : usage des variétés linguistiques standardisées, associées au prestige et aux discours valorisants.

Cette ségrégation reflète des rapports sociaux inégalitaires : la langue devient un outil de distinction sociale, un indicateur de pouvoir et de légitimité, mais aussi un vecteur d'exclusion.

- **Processus de mélange et de re-ségrégation**

L'urbanisation attire des populations diverses, souvent mélangées dans les mêmes espaces. Cependant, ce mélange n'est jamais homogène : les pratiques sociales et linguistiques tendent à re-séparer les groupes. Certaines variétés sont valorisées et reproduites dans les espaces

centraux, tandis que d'autres sont marginalisées ou confinées à certains quartiers. On observe ainsi une double dynamique :

1. Plurilinguisme et innovation : émergence de nouvelles pratiques linguistiques, de créolismes urbains ou de variantes hybrides, reflet du contact intense entre populations.
2. Ségrégation et hiérarchisation : certaines langues et formes linguistiques sont stigmatisées, renforçant les inégalités sociales et l'exclusion.

- **Implications pour la sociolinguistique et les politiques urbaines**

L'analyse de Bulot démontre que la ville est un miroir des rapports sociaux : les inégalités économiques, sociales et culturelles se reflètent dans la répartition et la valorisation des langues. Les implications de ces études sont multiples :

- Pour la sociolinguistique générale : elles offrent un modèle d'étude des processus dynamiques de production et de hiérarchisation linguistique dans les espaces urbains.
- Pour les politiques linguistiques et urbaines : comprendre la ségrégation linguistique permet de concevoir des interventions éducatives et sociales visant à réduire les inégalités et à promouvoir un plurilinguisme inclusif.
- Pour la société civile : ces recherches sensibilisent sur les injustices linguistiques et favorisent la reconnaissance et la valorisation des langues minoritaires ou marginalisées.

En résumé, l'approche de Bulot transforme la sociolinguistique urbaine en outil critique pour analyser les rapports de pouvoir, la mobilité sociale et les inégalités dans la ville. L'urbanisation n'est pas seulement un processus physique : elle structure et hiérarchise les pratiques linguistiques, révélant ainsi les mécanismes de domination et de marginalisation au sein de la société urbaine.

IV.5. Les principaux apports spécifiques de la sociolinguistique urbaine à la sociolinguistique générale

La sociolinguistique urbaine, telle que développée par Thierry Bulot, a constitué un apport majeur à la sociolinguistique générale, tant sur le plan méthodologique que sur le plan épistémologique. Son originalité réside dans la combinaison d'une approche analytique rigoureuse, d'une pratique de terrain innovante et d'une conscience sociale affirmée.

- **Les apports méthodologiques**

La sociolinguistique urbaine a été un véritable laboratoire méthodologique, ouvrant de nouvelles perspectives pour l'étude des pratiques linguistiques dans les espaces complexes et hétérogènes que sont les villes. Bulot et ses équipes ont utilisé une combinaison de techniques quantitatives et qualitatives, souvent inédites dans la sociolinguistique classique :

- **Photographie et vidéo** : pour documenter visuellement les interactions, les comportements langagiers et les paysages linguistiques des quartiers. Ces supports permettent d'analyser non seulement ce qui est dit, mais aussi le contexte spatial et social de l'énonciation.
- **Paysages sonores et enregistrements audio** : afin de capturer les variations de langue, les accents, les usages multilingues et les interactions quotidiennes dans les rues, les transports ou les lieux publics.
- **Cartographie et géolocalisation des pratiques linguistiques** : pour visualiser spatialement la distribution des langues, des variétés et des pratiques dans la ville, permettant d'identifier des zones de ségrégation ou de contact linguistique.
- **Déplacements commentés et observations participantes** : cette méthode permet de suivre les habitants dans leurs activités quotidiennes et de comprendre comment la langue s'inscrit dans les flux sociaux et les routines urbaines.

Ces outils ont permis d'aller au-delà des enquêtes classiques fondées sur des questionnaires ou des entretiens, en capturant la complexité, la fluidité et la dynamique réelle des pratiques linguistiques urbaines.

- **Les apports épistémologiques**

Sur le plan théorique et épistémologique, la sociolinguistique urbaine enrichit la sociolinguistique générale selon quatre axes principaux :

1. **L'analyse des processus** : la ville n'est plus considérée comme un cadre fixe, mais comme un espace social en constante production et reproduction. Les pratiques linguistiques y sont étudiées comme des phénomènes dynamiques, résultant de l'interaction permanente entre populations, institutions et représentations sociales.
2. **L'interdisciplinarité** : Bulot a systématiquement intégré des perspectives issues de la géographie sociale, de l'urbanisme, de la sociologie et de l'anthropologie, permettant de saisir les liens entre organisation spatiale, rapports de pouvoir et pratiques linguistiques. Cette approche multidimensionnelle offre une compréhension globale de la langue dans son environnement social et urbain.
3. **L'attention aux tensions sociales** : les études urbaines de Bulot mettent en lumière les phénomènes de discrimination linguistique, de ségrégation, d'exclusion et d'inégalités.

Elles montrent comment certaines langues ou variétés sont stigmatisées, tandis que d'autres sont valorisées en fonction de la position sociale de leurs locuteurs, des politiques publiques et des représentations symboliques de la ville.

4. **L'importance de l'intervention sociolinguistique** : Bulot a toujours envisagé la sociolinguistique comme une science sociale engagée, capable d'influencer la société et de promouvoir la justice linguistique. L'intervention ne se limite pas à la production de savoirs ; elle comprend également :

- **Diffusion des connaissances** par l'enseignement universitaire, la formation professionnelle et les publications scientifiques.
- **Communication avec le grand public**, via les médias, les conférences, les associations et les institutions locales et internationales.
- **Participation à des projets audiovisuels et documentaires**, tels que *Les Murs de la Casbah*, pour sensibiliser aux enjeux de ségrégation et de diversité linguistique.

Cette dimension engagée illustre que la sociolinguistique urbaine n'est pas seulement descriptive : elle a une finalité critique et transformative, visant à rendre visibles les inégalités linguistiques et à promouvoir des pratiques plus inclusives. L'étude des espaces urbains devient ainsi un moyen d'interroger les rapports de pouvoir et les mécanismes de hiérarchisation sociale, avec un objectif concret de transformation sociale.

- **Synthèse**

En synthèse, la sociolinguistique urbaine enrichit la sociolinguistique générale de trois manières complémentaires :

- Elle introduit des méthodes innovantes pour documenter et analyser les pratiques linguistiques dans leur contexte social et spatial.
- Elle fournit un cadre théorique dynamique, centrée sur les processus de production et reproduction sociale et linguistique.
- Elle intègre une dimension critique et interventionniste, donnant à la recherche sociolinguistique un rôle actif dans la promotion de l'équité linguistique et de la reconnaissance des minorités.

Ainsi, la sociolinguistique urbaine ne se limite pas à l'étude des langues dans la ville : elle constitue un laboratoire de la sociolinguistique générale, offrant des outils conceptuels et méthodologiques pour comprendre la complexité des interactions sociales et linguistiques dans tous les contextes.

Essais et recherches

- Comment coexistent et interagissent le français, l'arabe algérien et les langues étrangères dans les quartiers populaires d'Alger ?
- Quels facteurs sociaux influencent l'alternance entre arabe algérien, français et anglais dans le discours des jeunes urbains ?
- Quelle est la place des langues dans la signalétique des quartiers centraux et périphériques d'Alger ou Oran ?
- Comment les commerçants algériens utilisent-ils le français et l'arabe dans les transactions commerciales et les publicités urbaines ?
- Comment les variétés rurales de l'arabe algérien ou des langues amazighes sont-elles perçues dans les quartiers urbains ?
- Dans quelle mesure le français standard est-il associé au prestige social dans les quartiers d'Alger ou Oran ?
- Question : Comment les radios et chaînes locales reflètent-elles le plurilinguisme urbain en Algérie ?
- Méthodologie : Analyse de contenu, observation des programmes, entretiens avec journalistes.
- Quels usages linguistiques observe-t-on dans les bus, tramways ou gares d'Alger ?
- Comment les langues amazighes sont-elles utilisées et perçues dans la vie urbaine ?
- Comment l'exode rural vers Alger ou Oran transforme-t-il le paysage linguistique urbain ?
- Quelle est la place des langues maternelles et du français dans les écoles primaires et secondaires urbaines ?
- Comment les jeunes Algériens urbains combinent-ils arabe, français et anglicismes sur les réseaux sociaux ?
- Quel rôle jouent les politiques locales dans la visibilité et la promotion du plurilinguisme en Algérie ?
- Comment la langue contribue-t-elle à la construction identitaire dans les quartiers multiethniques d'Alger ?
 - Quelles innovations lexicales et syntaxiques apparaissent dans le français et l'arabe algérien parlés en ville ?

CORRIGES DE QUELQUES EXERCICES

Corrigés des exercices

Exercice n° 3 (Étude de cas : L'occitan en France)

- a. Dans le premier exemple, la faute concerne la syntaxe de l'article : le français demande ici l'emploi de « ma » et non de « la » qui est employé car en occitan, il est mis pour le possessif : « Me cal dintrar, *la* femme m'espèra ».
- b. Dans le deuxième exemple, « suis été » est dû à *sòi estat*, correct en occitan : « *Sòi estat* à la vinha ».
- c. Dans le troisième exemple, la préposition est due à la construction indirecte de « sentir » en occitan : « A quel lach sentis *a vaca* ».
- d. Dans le quatrième exemple, [ils] rétablit l'opposition *canta* / *canton* qui distingue la 3^{ème} personne du singulier de la 3^{ème} personne du pluriel. Opposition que le français oral ne connaît pas : il chante, ils chantent [il *ját*].
- e. Dans le cinquième exemple, il s'agit d'une traduction littérale de syntaxe occitane : « A quela vèsta, *me la* cal lavar ».

- Les registres et niveaux de langue

Exercice 1 (Les niveaux de langue)

- a. Langue familière ou vulgaire
- b. Langue écrite littéraire.
- c. Langue familière ou vulgaire.
- d. Langue écrite soignée.
- e. Langue parlée soutenue.
- f. Langue parlée courante.
- g. Langue écrite courante.

Exercice 2 (Les registres de langue)

- a. Imprimeur.
- b. Menuisier.
- c. Linguiste.
- d. Pilote d'automobile de course (mettre la gomme : accélérer autant qu'il est possible) ;
(passer au freinage : tâcher de doubler dans une courbe).
- e. Mécanicien.

Exercice 3

Hier matin, un incident singulier s'est produit au Boulevard Pasteur, vers neuf heure, entre un candidat et l'examineur chargé de vérifier ses aptitudes. L'auto-école roulait paisiblement derrière un poids lourd. Brutalement, celui-ci freine. Le candidat qui avait mieux

travaillé son code que ses réflexes n'a pas sut s'arrêter à temps et heurte l'arrière du camion. Alors l'examineur prononce solennellement entre ses dents cassées : « Refusé ! ».

Exercice 5

Parler local : « Système de signes et de règles de combinaison défini par un cadre géographique étroit (vallée, par exemple, ou village) et dont le statut social est déterminé au départ » (Dict. de Ling., p. 358).

Idiolecte : « Ensemble des usages d'une langue propre à un individu donné, à un moment déterminé » (Ibid. p. 249).

Dialecte : « Forme d'une langue qui a son système lexical, syntaxique et phonétique propre et qui est utilisé dans un environnement plus restreint que la langue elle-même » (Ibid. p. 149).

BIBLIOGRAPHIE

GENERALE

Bibliographie générale

- ABBES-KARA, Attika-Yasmine, « La variation dans le contexte algérien. Enjeux linguistique, socioculturel et didactique » Dans *Cahiers de sociolinguistique* 2010/1 (n° 15), pp. 77 à 86.
- ACHARD, Pierre, *La Sociologie du langage*, Paris, Puf, 1993.
- BAYLON, Christian, « Sociolinguistique : société langue et discours », Nathan Université, 1991.
- BAZIN, Louis, « La réforme linguistique en Turquie », in. *La réforme des langues, histoire et avenir*, t. I., Hambourg, Buske Verlag, 1985.
- BLANCHET, Philippe, CALVET, Louis-Jean, DE ROBILLARD, Didier, *Un siècle après le Cours de Saussure : la Linguistique en question*, Paris, l'Harmattan, 2007.
- BLANCHET, Philippe, « Standardisation linguistique, glottophobie et prise de pouvoir », *Cahiers de Linguistique*, EME EDITION, 2013, Langues et pouvoir, 39 (1), pp.93-108.
- BLANCHET, Philippe, « Repères terminologiques et conceptuels pour identifier les discriminations linguistiques », *Cahiers Internationaux de Sociolinguistique*, L'Harmattan, 2013, Normes et discriminations. Frontières, espaces et langues, 2 (4), pp.27-36.
- BONNARD, H., *Procédés annexes d'expression*, Magnard, 1986.
- BOYER, Henri, « Éléments de sociolinguistique », Paris, Dunod, 1996.
- BOYER, Henri, *Introduction à la sociolinguistique*, Paris, Dunod, 2001.
- BOURDIEU, Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.
- BOURDIEU, Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.
- BOURDIEU, Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, les Éditions de Minuit, 1984.
- BOUTET, Josiane et SIMONIN-GRUMBACH, Jenny « Sociolinguistique ou sociologie du langage ? », in *Critique*, 1976, n° 344.
- BULOT T. (Dir.), *Formes & normes sociolinguistiques (Ségrégations et discriminations urbaines)*, L'Harmattan (Collection Espaces Discursifs), Paris, 2009.
- BULOT T. (Dir.), *Sociolinguistique urbaine et Linguistic landscape Studies (Marquages et plurilinguisme / Language Marking and Multilingualism)*, Cahiers de Linguistique 37/1, EME, Cortil-Wodon, 2011.
- CALVET, L-J., « Linguistique et colonialisme », Petit traité de glottophagie, Payot, 1974.
- CALVET, L-J., « La guerre des langues et les politiques linguistiques », Paris, Payot, 1987.
- CALVET, L-J, *La sociolinguistique*, Paris, Presses universitaires de France « Que sais-je ? », 2009.

- DE MAURO, Tullio, *Une introduction à la sémantique*, Paris, Payot, 1969.
- FISHMAN, J-A., « Sociolinguistique », Paris, Nathan et Bruxelles, Labor, 1971.
- FASOLD, Ralph, *The Sociolinguistics of Society*, Oxford, Blackwell, 1984.
- FASOLD, Ralph, *The Sociolinguistics of Language*, Oxford, Blackwell, 1990.
- GADET, Françoise, « Recherches récentes sur les variations sociales de la langue », *Langue française*, « Méthodologie », pp. 77-81, 1971.
- HAGEGE, Claude, *Le français et les siècles*, Paris, Ed. Odile Jacob, 1987.
- JODELET, Denise, « Représentations sociales : un domaine en expansion » in. D. Jodelet (sous la dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1989.
- LABOV, William, « Sociolinguistique », Paris, Éditions de Minuit, 1976.
- LABOV, William, « Les motivations sociales d'un changement phonétique », in *Sociolinguistique*, Paris, Éd. de Minuit, 1976.
- LAFONT, R., « Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie », Paris, L'Harmattan, 1997.
- LEUENS, J-P, YZERBIT, V., SCHADRON, G., *Stéréotypes et cognition sociale. Étude des processus mentaux en psychologie sociale*, Broché, 28 octobre 1999.
- LOPEZ, Humberto Morales, *Sociolinguistica*, Madrid, Gredos, 1989.
- MACKEY, W-F., « Bilinguisme et contact des langues », Paris, Klincksick, 1976.
- MARCELLESI, J-B. et GARDIN, B., « Sociolinguistique: approches, théories, pratiques », T1-T2, PUF, 1980.
- MARCELLESI, J.-B., en coll. avec BULOT, T. et BLANCHET, Ph., *Sociolinguistique. Epistémologie, Langues Régionales, Polynomie*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- PHILIPPE, Gilles, « Les registres : Enjeux stylistiques et visées pragmatiques », Gaudi-Bordes, Lucile et Salvan, Geneviève (dir.), *Les registres : Enjeux stylistiques et visées pragmatiques*. Hommage à Anna Jaubert, n° 11, Academia Bruylant, 2008.
- RONA, José Pedro, *A Structural View of Sociolinguistics* 1970 ; cité par Humberto Lopez Morales, *Sociolinguistica*, Madrid, Gredos, 1989.
- SIGUAN, Miguel, *L'Europe des langues*, Bruxelles, Mardaga, 1996.
- SOTZ, Claire, *Initiation à la stylistique*, Paris, Ellipses, 2006.

